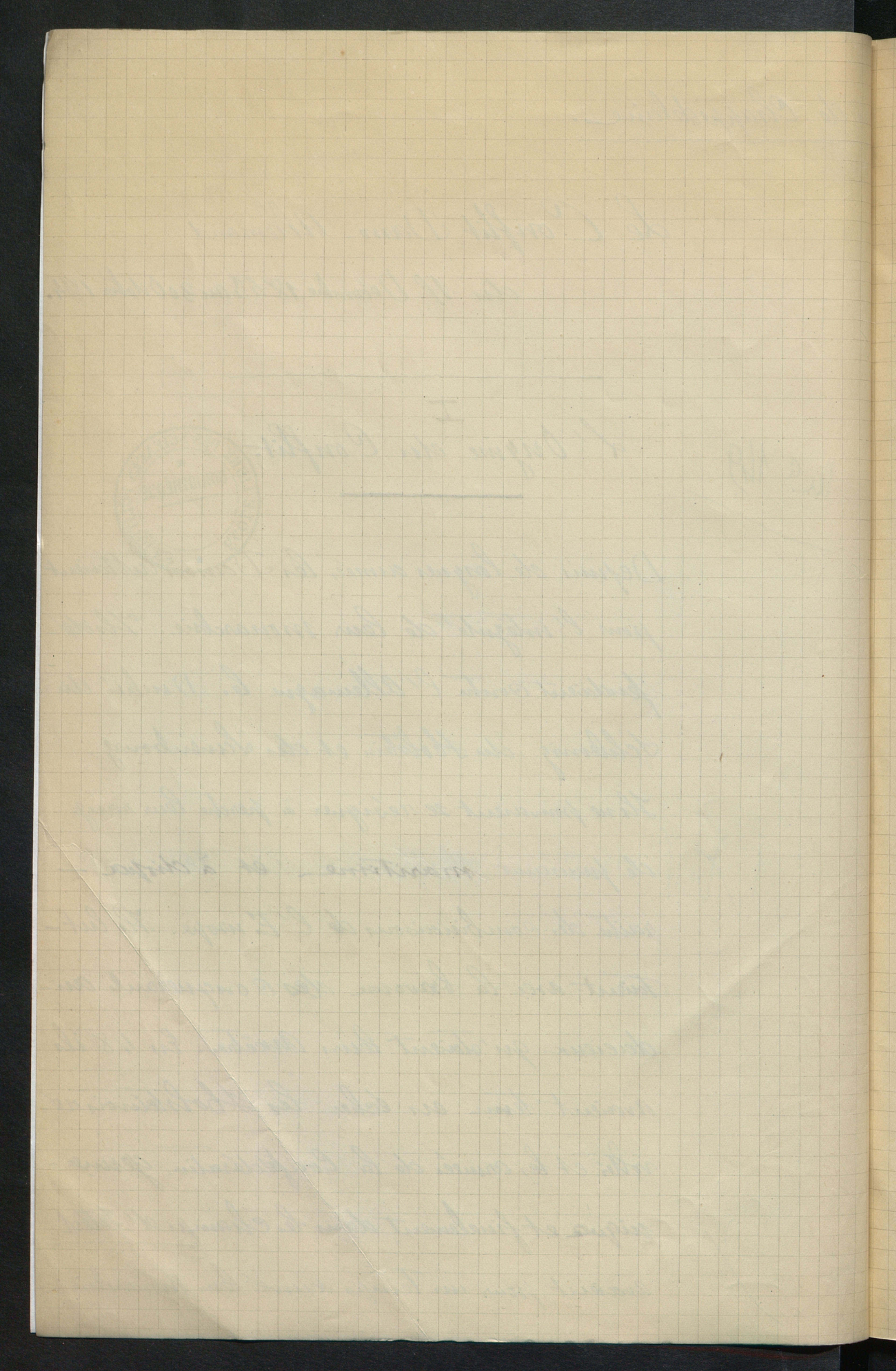

BIBLIOTHEQUE SCIENCES PO
1 453 413

Louis de Chappedelaine.

Le Conflit Dano-Allemand
du 1er Décembre 1863 au 30 Octobre 1864.

I
L'Origine du Conflit.

Depuis de longues années les Danois luttaient pour l'intégrité de leur monarchie. Ils défendaient contre l'Allemagne les Duchés du Schleswig, du Holstein et du Lauenbourg. Ils ne pouvaient se résigner à perdre leur rang de puissance maritime et à disparaître des combinaisons de l'Europe. Ils luttaient avec la bravoure des conquérants audacieux qu'étaient leurs ancêtres. En 48 ils avaient tenu en échec les Holsteinois révoltés et les armées de la Confédération germanique et finalement dans les champs d'Isted avaient pour un temps sauvé leur monarchie.



Alors seulement l'Europe intervint et à Londres dans le Protocole de 1850 et le Traité de 1852 les Puissances garantirent l'intégrité du Danemark et réglèrent la succession du Royaume. Elles avaient compté sans le sentiment des nationalités qui soulevait tous les peuples de la Baltique à la mer de Sicile. Les Allemands du Schleswig, du Holstein et du Lauenbourg tendaient les mains vers Francfort.

En ces temps, grands à jamais pour la vieille Europe, l'Allemagne instruite par son Université et guidée par ses Poëtes attendait frémissante l'heure de voler au secours de ses frères du Holstein et de réaliser au Nord le rêve de l'Unité Germanique.

Les Chancelleries n'avaient pas cessé leur négociations, quand le 15 Novembre 1863 le Roi Frédéric VII s'éteignit brusquement dans son palais de Copenhague.

Comme en 48 trois questions étaient simultanément posées.

Il s'agissait de savoir si le Schleswig, fief

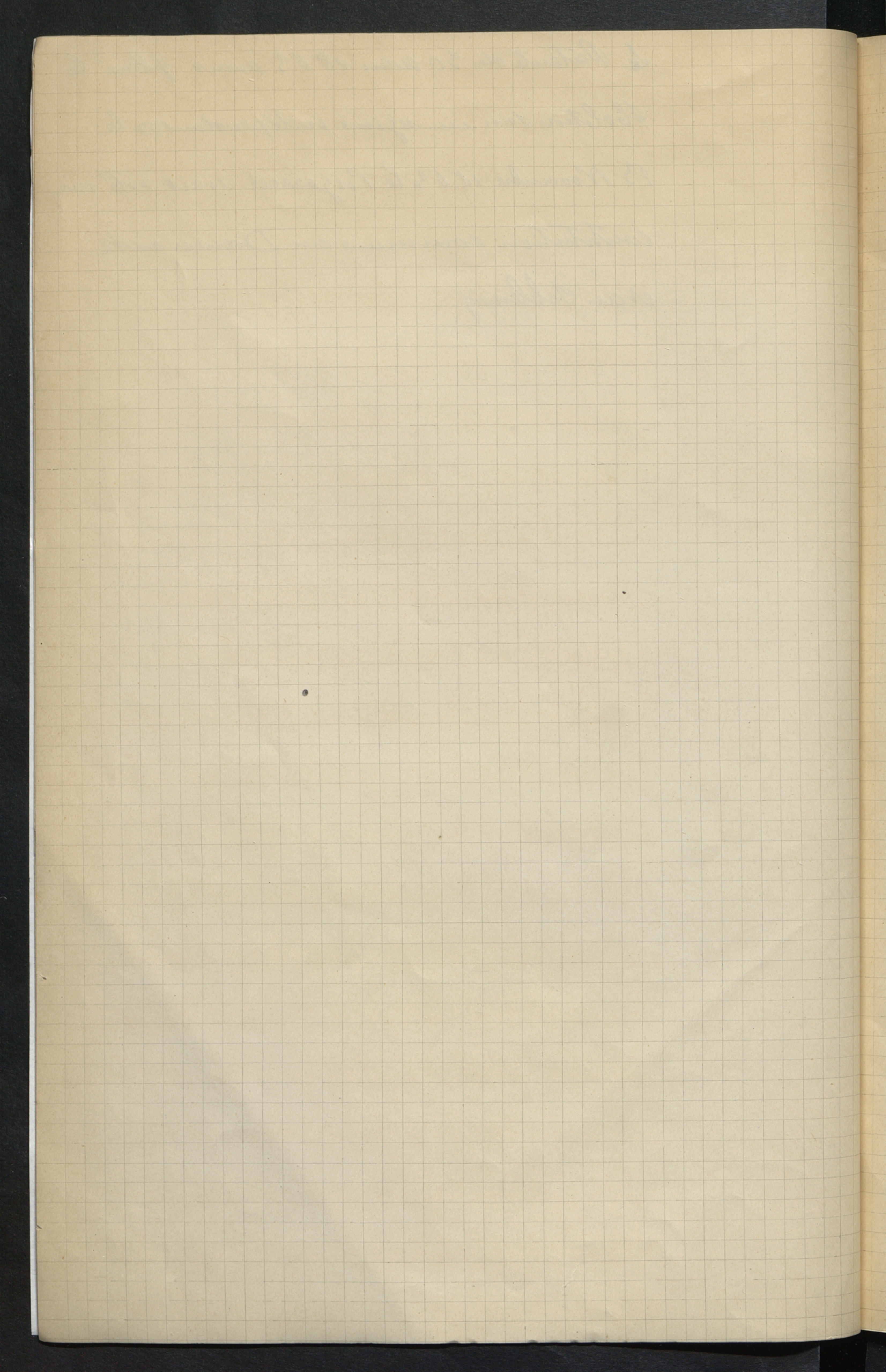
danois, resterait uni au Holstein, fief d'empire, et entrerait dans la Confédération germanique ou resterait étranger à la Confédération et serait uni au Danemark;

La Constitution serait-elle commune aux Duchés ou au Schleswig;

La succession serait-elle dans le Duché masculine suivant la loi salique ou féminine comme le permettait la loi danoise.

Dans le protocole de Londres de 1852, les Puissances dans le but d'assurer l'intégrité de la monarchie danoise, avaient changé l'ordre de succession en désignant comme héritier de toute la monarchie le prince de Glücksbourg-Holstein, descendant de Jean le Jeune, duc de Holstein-Sonderbourg, et par sa femme la princesse Louise, cousin du roi régnant. Le Landgrave Frédéric de Hesse et le duc d'Augustenbourg avaient renoncé à leurs droits à la couronne de Danemark en faveur du prince Christian. Semblable renonciation avait eu lieu au protocole de Varsovie de 1851 de la part de l'empereur de Russie.

La Patente du 30 mars 1863 avait placé le Holstein sous un régime indépendant et le 13 Novembre 1863 le Rigsraad avait voté une constitution commune au Danemark et au Schleswig.



II

Les Négociations.

Dès que Frédéric VII eut rendu l'âme, le Prince de Glücksbourg se fit proclamer roi dans le Danemark et les Duchés. Mais il n'osait promulguer la constitution votée le 13 Novembre. Il savait que les Allemands des Duchés et de l'Allemagne regarderaient cette promulgation comme un défi ; que ce serait probablement le signal d'une nouvelle insurrection et d'une nouvelle guerre.

En ces dernières années les appétits du lion germanique s'étaient faits plus terribles et du sein de toutes les Allemagnes, montait comme un immense cri de haine et de liberté.

Cependant le 18 Novembre le peuple de Copenhague soulevé par les patriotes envahit le palais de Christian. Le roi fut-il intimidé par les cris de la foule ou ré-

conforté par le spectacle de la nation enthousiaste et irréductible, quoiqu'il en soit, ses hésitations disparurent et il promulgua la Constitution. Du même coup il fournissait à la Prusse et à l'Autriche les motifs qu'elles invoqueraient bientôt pour envahir les Duchés.

Pendant que ces évènements se passaient à Copenhague le désordre régnait en maître dans les Duchés. Les États refusaient de reconnaître la souveraineté de Christian IX et proclamaient duc le Prince Frédéric d'Augustenbourg.

Celui-ci, qu'on appellera bientôt pour rire le Disgustenbourg, était le fils de ce vieux duc Christian-Auguste d'Augustenbourg qui s'était solennellement engagé "pour lui et sa famille, sur sa parole et son honneur de prince, à ne rien entreprendre qui put troubler la tranquillité de la monarchie danoise."

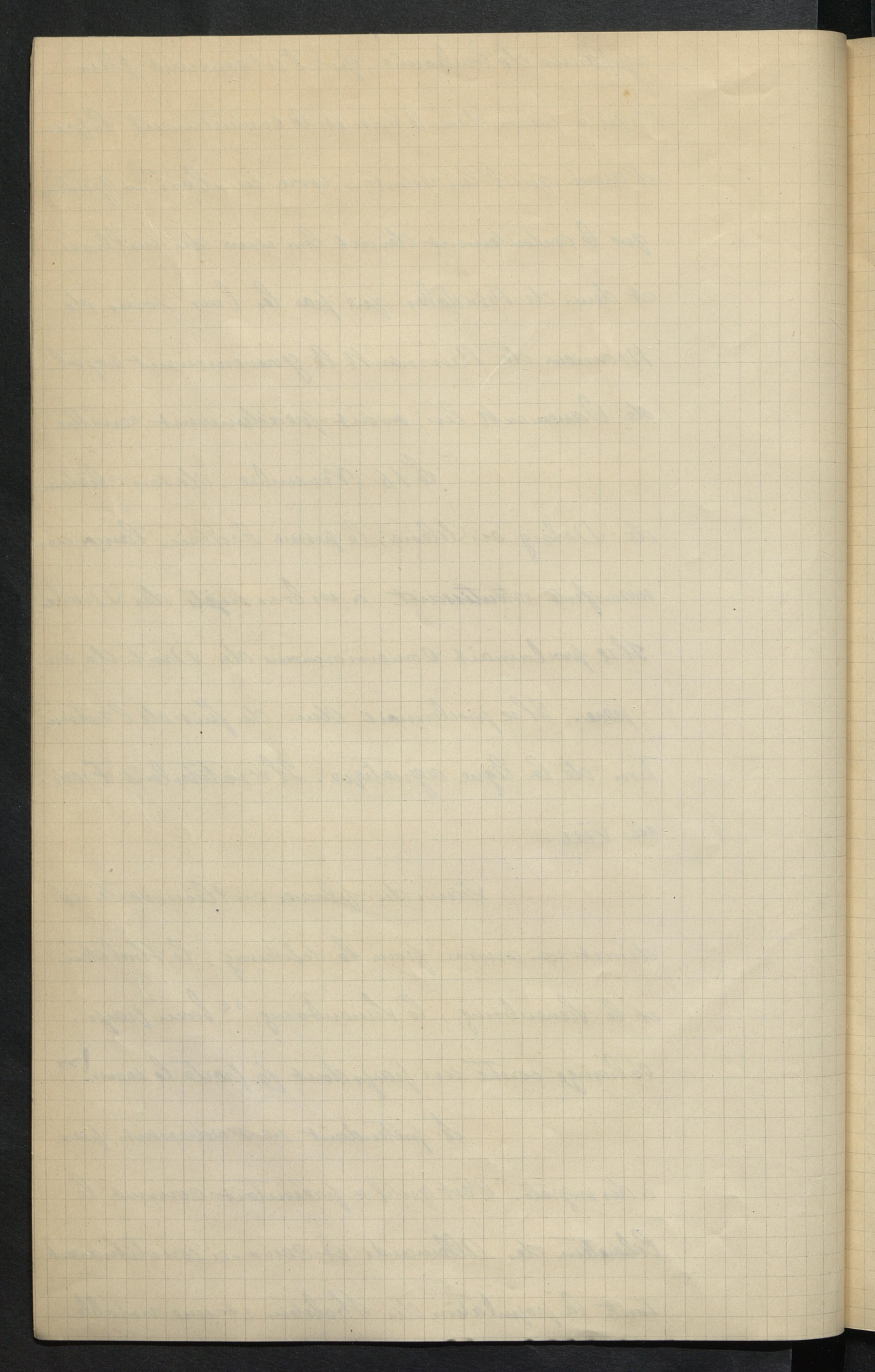
Maintenant que Frédéric VII était mort, il s'empressait de transmettre à son fils les droits qu'il n'avait plus, disant avec une

apparence de bonhomie, qu'il n'aspirait plus "qu'à passer dans le repos et le contentement le peu d'années qu'il lui restait à vivre ici-bas." — Ajoutons que le contentement devait lui venir du million et demi de Rixdalers que par les bons soins de Monsieur de Bismarck le gouvernement royal de Danemark lui avait précédemment remettre.

Le 16 Novembre, de son château de Dolzig en Silésie, le prince Frédéric lança un manifeste retentissant à ses bons sujets des Duchés. Il se proclamait concessionnaire des Droits de son père. Il se proclamait Duc du fait de l'extinction de la ligne agnatique. Il s'intitulait Frédéric VIII.

Dans des phrases enthousiastes il disait son amour pour le Schleswig, le Holstein et le Lauenbourg, le Lauenbourg "beau pays, échangé contre un pays dont je porte le nom!"

Le prétendant ne s'adressait pas à des ingrats. C'est qu'il se présentait comme le libérateur des Allemands et ceux-ci constituaient toute la population du Holstein et une notable



partie de la population du Schleswig. à cette époque sur 405.000 habitants on en comptait au moins en Schleswig 150.000 de langue tudesque contre 150.000 de langue danoise ; 30.000 autres parlaient le frison et le reste indistinctement l'allemand et le danois. De plus jusqu'aux confins du Jutland toute la noblesse était allemande. Comme en 48 on entendit s'élever des Duchés le fameux chant "Schleswig-Holstein Meerumschlungen"

De tout temps le problème des Duchés avait eu un caractère international et c'était bien encore sur l'étranger qu'à la fin de 1863 chacune des parties comptait pour sauver ses intérêts.

Le roi de Danemark en appellerait naturellement aux Puissances qui avaient garanti ses frontières et son trône.

Frédéric d'Augustenbourg même eut l'audace de s'adresser à deux d'entre elles. Sa lettre à l'empereur de Russie demeura sans réponse.

Il est malheureux que Napoléon III n'ait pas su garder cette réserve et cette dignité. De Gotha le 2 Décembre 1863 le prince Frédéric écrivait à l'empereur des Français. Il sut toucher la corde sensible en lui rappelant qu'il n'avait "jamais été indifférent à la voix des peuples opprimés" — "l'Europe entière en est témoin", ajoutait-il.

Il cherchait encore à identifier son sort à celui du neveu de Napoléon Ier : "Et moi aussi, s'écriait le descendant des Augustenbourg, je n'ai jamais renoncé à l'espérance, ni surtout à mon devoir !"

Quant à Napoléon III il semble que son devoir eut été celui de laisser cette lettre sans réponse. Il tint pourtant à exprimer au prince Frédéric toute sa sympathie pour la cause des nationalités. Cependant il lui déclarait que "l'opinion publique en France se retournerait du côté du Danemark s'il était opprimé par de puissants voisins."

Ce n'était point d'ailleurs sur les

Puissance que le prince Frédéric fondait ses plus grands espoirs, mais bien sur la Diète de Francfort. De ce côté il dut être pleinement satisfait.

Ce fut avec enthousiasme que le Bund accueillit la nouvelle de la souveraineté de Frédéric VIII. La nation allemande tenait toute entière pour le fils des Augustenbourg. Elle le considérait comme le porte-étendard du Germanisme. C'était le libérateur des frères du Holstein. Ici nous allons voir toute une la méthode classique des Allemands pour fonder la grande Patrie. Les savants, les professeurs posent les principes, répandent la doctrine. Ils s'érigent en jurisconsultes pour définir le Droit (ou ce qu'ils pensent être le Droit). Puis le guerrier vient, qui de son épée tranche la question conformément à ce Droit.

Ici le jurisconsulte fut Dahlmann, un des premiers instigateurs de la fameuse doctrine du Schleswig-Holsteinisme, d'après laquelle les deux Duchés en vertu de l'histoire et

de la tradition devaient être considérés comme indissolublement unis. Kiel fut le principal foyer de propagande de cette Doctrine. Poëtes, historiens, publicistes se liguèrent pour combattre le bon combat et prouver qu'il existait entre les deux Duchés un nexus socialis. Es vain au "Schleswig-Holstein Meerumschlungen" les Danois avaient-ils répondu par l'ancien principe "Eidora romani terminus imperii", le terrain était préparé quand le prince Frédéric lança son manifeste.

A Stuttgardt, à Dresde, à Munich, à Darmstadt, à Berlin, les gouvernements furent invités à secourir les Duchés révoltés contre Christian IX. Démocrates et Unitaires, tous acclamaient le prince allemand qui allait disputer aux Danois les terres de l'Elbe.

Le Bund n'ayant pas signé le protocole de Londres en niait la validité. Sur la proposition du Comte de Beust l'entrée de la Diète fut interdite à l'envoyé de Christian IX.

Cependant Frédéric VIII et le Bund

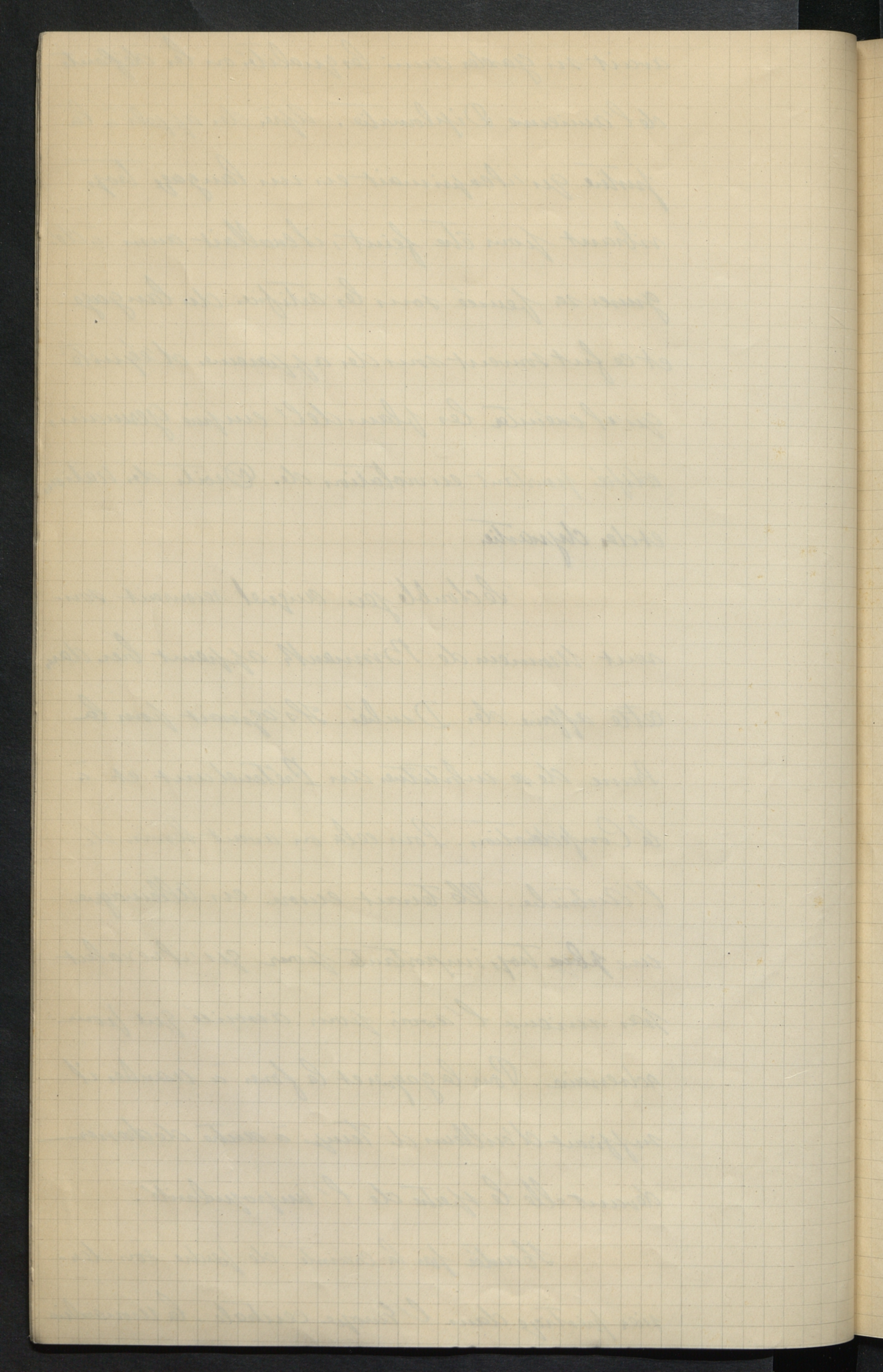
allaient se heurter aux deux principaux États de la Confédération qui avaient garanti au traité de Londres l'intégrité du Danemark.

Monsieur de Bismarck présidait alors aux destinées de la Prusse et cet homme d'état savait quel parti son Pays pourrait tirer de sa substitution au descendant des Augustenbourg. En 1849 Monsieur de Bismarck avait été le plus ardent défenseur de l'état Scandinave. quand seul au Parlement de Francfort il osa se lever pour féliciter le Roi de Prusse de repousser l'offre de la couronne impériale, il n'avait pas craint de heurter plus encore les sentiments de la Démocratie allemande en jetant des paroles de mépris et de colère à ceux qui poussaient à la guerre à outrance. Il avait eu des mots d'indignation pour les patriotes instigateurs de la campagne de l'Elbe, « entreprise éminemment frivole, désastreuse et révolutionnaire ! » Le rude hobereau de la Vieille Marche de Brandebourg, qui partant de côté appartenait à l'école de la politique contemporaine,

avait su garder aussi les qualités ou les défauts de l'ancienne Diplomatie. Après des appels à la justice qu'il exprimait en un langage trop vibrant pour être feint, il en allait aussi à déguiser sa pensée sous les artifices du langage. et ce fut souvent sous des apparences d'équité qu'il exécuta les plans de l'empire Germain, édifié pourtant en violation des Droits des nations et des dynasties.

Le double jeu auquel recourait souvent Monsieur de Bismarck apparut bien dans cette affaire des Duchés. Il s'agissait pour la Prusse de se substituer au Prétendant et à la Confédération. Pour cela on avait besoin de l'Autriche. Elle tenait encore en Allemagne une ~~place~~ trop importante pour qu'il ne valût pas mieux l'avoir pour associée que pour adversaire. Pour la gagner et la forcer à marcher il suffirait d'ailleurs de temps à autre de dresser devant elle le spectre de l'impopularité.

Hantée par la crainte de perdre son dernier prestige dans l'Europe centrale, la monarchie



des Habsbourg dut suivre les nouvelles routes où le Junker de la Vieille Marche allait entraîner l'Allemagne renaissante.

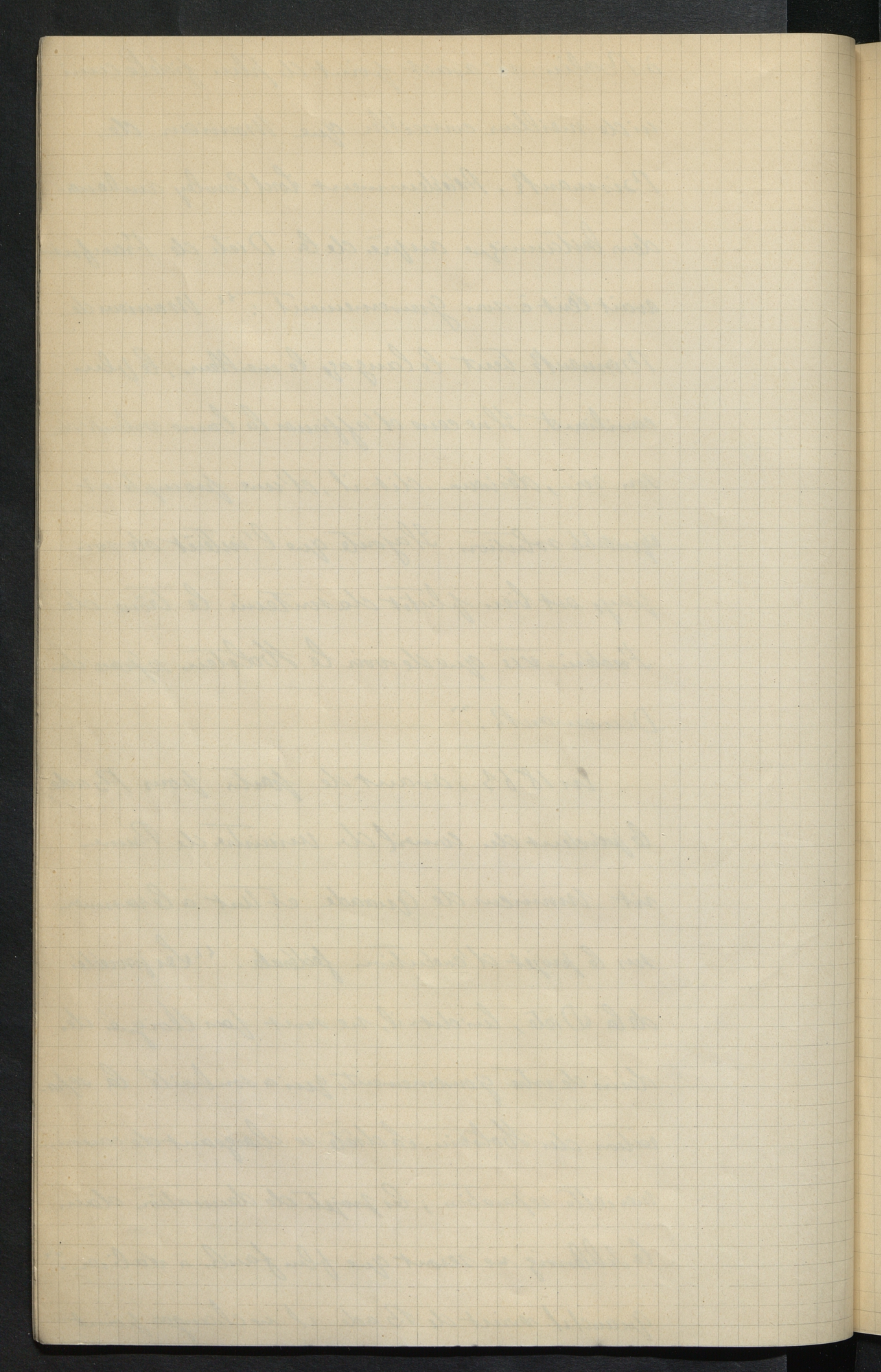
Il est vrai qu'elle ne suivit qu'à regret et il semble que parfois Monsieur de Rechberg ait eu le vague pressentiment des désastres dont serait de nouveau accablée sa Patrie. Encore sous le coup des révolutions d'Italie et des insurrections de Hongrie, la cour de Vienne redoutait un conflit général où aurait pu achever de s'abîmer sa Puissance. Il lui fallait maintenant de longues années de paix pour panser ses blessures et surtout pour calmer ses esprits; car il semblait que ses diverses races comprimées si longtemps sous la main de l'implacable Metternich fussent prêtes à se soulever maintenant avec plus d'impétuosité! Et pourtant le monde allait avoir le spectacle de cette monstrueuse inconséquence: l'Empire de l'Est érigé en champion des Nationalités!

Avant la mort de Frédéric VII. Monsieur de Quaade, ministre de Danemark

à Berlin, n'avait point de plus fidèle ami ni de meilleur conseiller que Monsieur de Bismarck. Précédemment Lord Cowley ambassadeur britannique auprès de la Diète de Francfort avait écrit à son gouvernement : " Monsieur de Bismarck tient le langage le meilleur, le plus conciliant. Il ne cesse d'affirmer la bonne volonté de son roi, désireux, dit-il, d'une prompte et équitable solution. Il ajoute que l'intérêt de son pays est bien plutôt de soutenir le trône de Frédéric VII que de voir le Holstein séparé du Danemark."

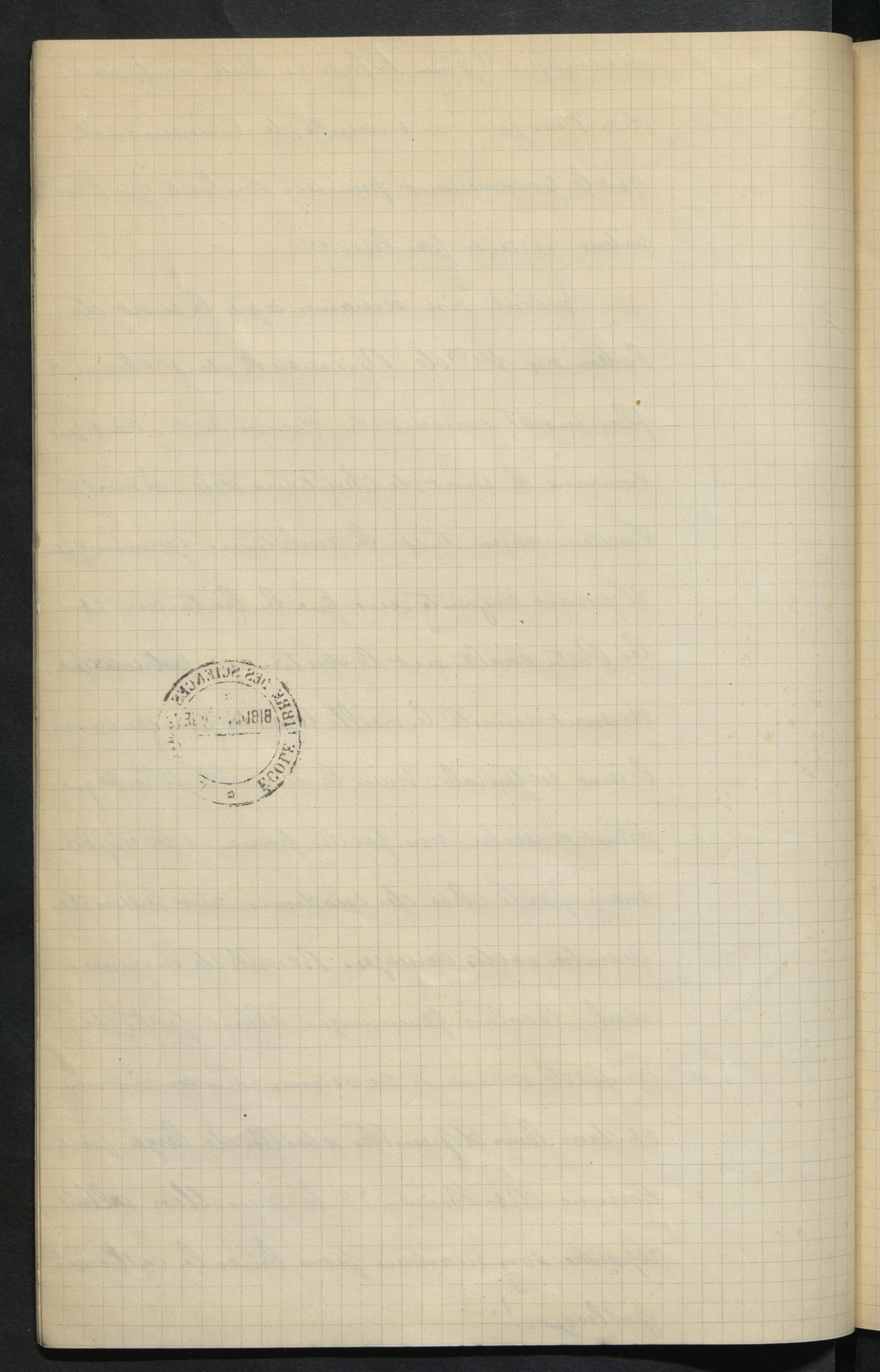
En 1863, avant de partir pour Bade, le président du conseil des ministres de Prusse vit Monsieur de Quaade et tint à le rassurer sur le projet d'exécution fédérale. " Les procédés de la Diète, lui dit-il, ne sont pas éloignés des désirs de votre gouvernement, qui a souhaité la séparation du Holstein. La diète se chargeant de consommer cette séparation, les projets de danisation dans le Schleswig ne seront que plus faciles à réaliser."

Quand il revint de Bade il ne changea point



de langage. "Je puis déclarer en toute confiance, dit-il un jour au ministre de Danemark, que le gouvernement prussien souhaite que l'exécution n'ait pas lieu."

Pourtant six semaines après la mort de Frédéric VII Mgr de Bismark était devenu le plus mortel ennemi du Danemark. C'est que comme la mort de Christian VIII, la mort de Frédéric surexcitait les ambitions germaniques. Il y avait soixante ans que les historiens et les Poètes exaltaient le sentiment patriotique. On avait ressuscité les vieilles légendes pour émouvoir l'âme nationale. Mais la nouvelle Allemagne allait se révéler non par des poèmes et des idylles, mais par le choc des escadrons aux lueurs des incendies et des carnages. Réveillé de son sommeil, le colosse Germanique allait porter des coups de massue à ses voisins et à ses rivaux et dans leurs dépouilles se tailler de larges parts. Comme dit Heine "le dieu Thor allait reprendre son marteau pour briser les cathédrales gothiques!"



Cet état d'âme se traduisit à Francfort par de nouveaux projets d'exécution fédérale. À la tête de ce mouvement marchaient tous les états moyens, ceux qui constituaient la troisième Allemagne. Les plus belliqueux étaient la Bavière et la Saxe dont Messieurs de Pfordten et de Beust dirigeaient alors la politique.

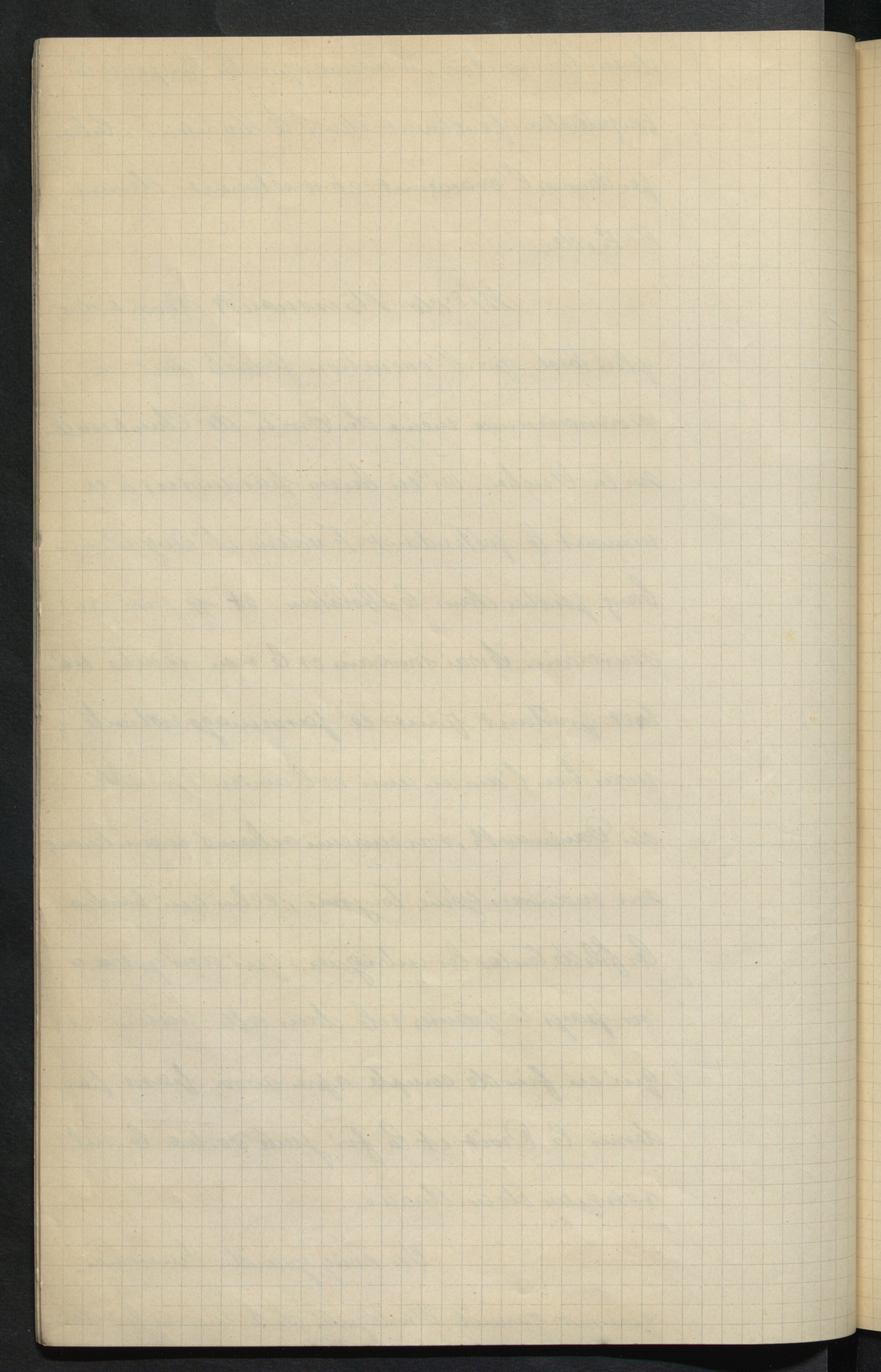
Mr de Bismarck comprit qu'il s'agissait de faire vite pour n'être point distancé. Avec Mr de Rechberg qu'il remorquait toujours il fut un des principaux instigateurs du vote de l'exécution fédérale le 7 Décembre 1863.

Aussitôt des troupes hanovriennes et saxonnes, sous les ordres du général de Hacke, reçurent l'ordre d'occuper le Holstein au nom de la confédération. Le président du Conseil des ministres de Danemark, Mr Hall, s'empressa de protester. Il rappela que si le roi avait promulgué la Constitution du 13 Novembre il avait aussi abrogé la Patente du 30 mars relative au Holstein. Mr Hall ajouta que le roi était prêt à toutes les concessions raisonnables et pour donner une preuve

de son bon vouloir, à mesure que les troupes de la confédération pénétrèrent dans le Holstein, les troupes danoises l'évacuèrent et se retirèrent derrière l'Eider.

M. de Bismarck devait dire plus tard que l'exécution fédérale était la reconnaissance même des droits de Christian IX sur les duchés. On n'en laissa pas moins à ce moment le prétendant Frédéric d'Augustenbourg pénétrer dans le Holstein et y jouer au souverain. Le vrai souverain et le vrai maître n'était pourtant point ce personnage ridicule, mais bien l'ancien ami et l'ancien conseiller du Danemark, son ennemi acharné maintenant, son mauvais génie toujours, celui qui tiendra les fils de toutes les intrigues, qui assignera à son pays le premier rôle dans cette histoire et qui en fin de compte après avoir passé par dessus le droit et la foi jurée sortira le seul vainqueur de ce drame.

Les cinq grandes Puissances qui ont garanti l'intégrité de la monarchie da-



noise, en voilà deux, la Prusse et l'Autriche qui la violent effrontément.

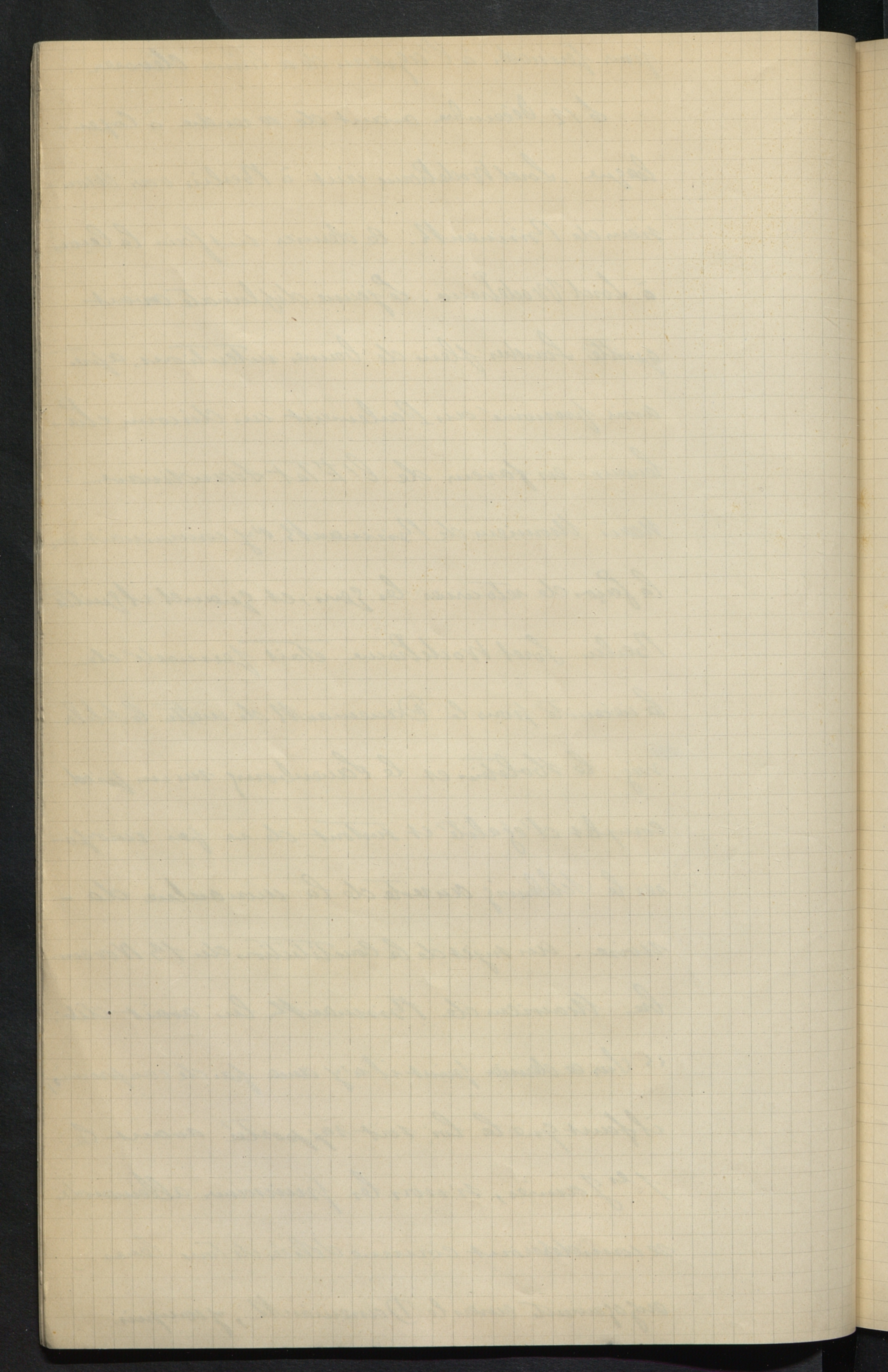
Nous allons voir comment les autres Puissances abandonnèrent le Danemark à son triste sort. De bonne heure la politique de Monsieur de Bismarck se sentit encouragée par l'attitude de l'Angleterre, de la France et de la Russie.

Christian IX ayant notifié son avènement aux Cours étrangères, les Puissances lui envoyèrent des ambassadeurs extraordinaires pour le complimenter. Lord Wodehouse représentait la Grande-Bretagne, Monsieur d'Ewers la Russie et le Général Fleury la France.

Mais ce n'était point seulement des félicitations qu'on apportait au roi de Danemark, c'était surtout des conseils. Et quels conseils? — ceux de céder sur les droits les plus imprescriptibles de sa monarchie. Et qui les donnaient? — Ceux là mêmes qui avaient juré de les défendre! Comme on l'a dit plusieurs fois, c'était l'éternelle fable du loup et de l'agneau qui recommençait avec cette originalité que deux loups se coalisaient

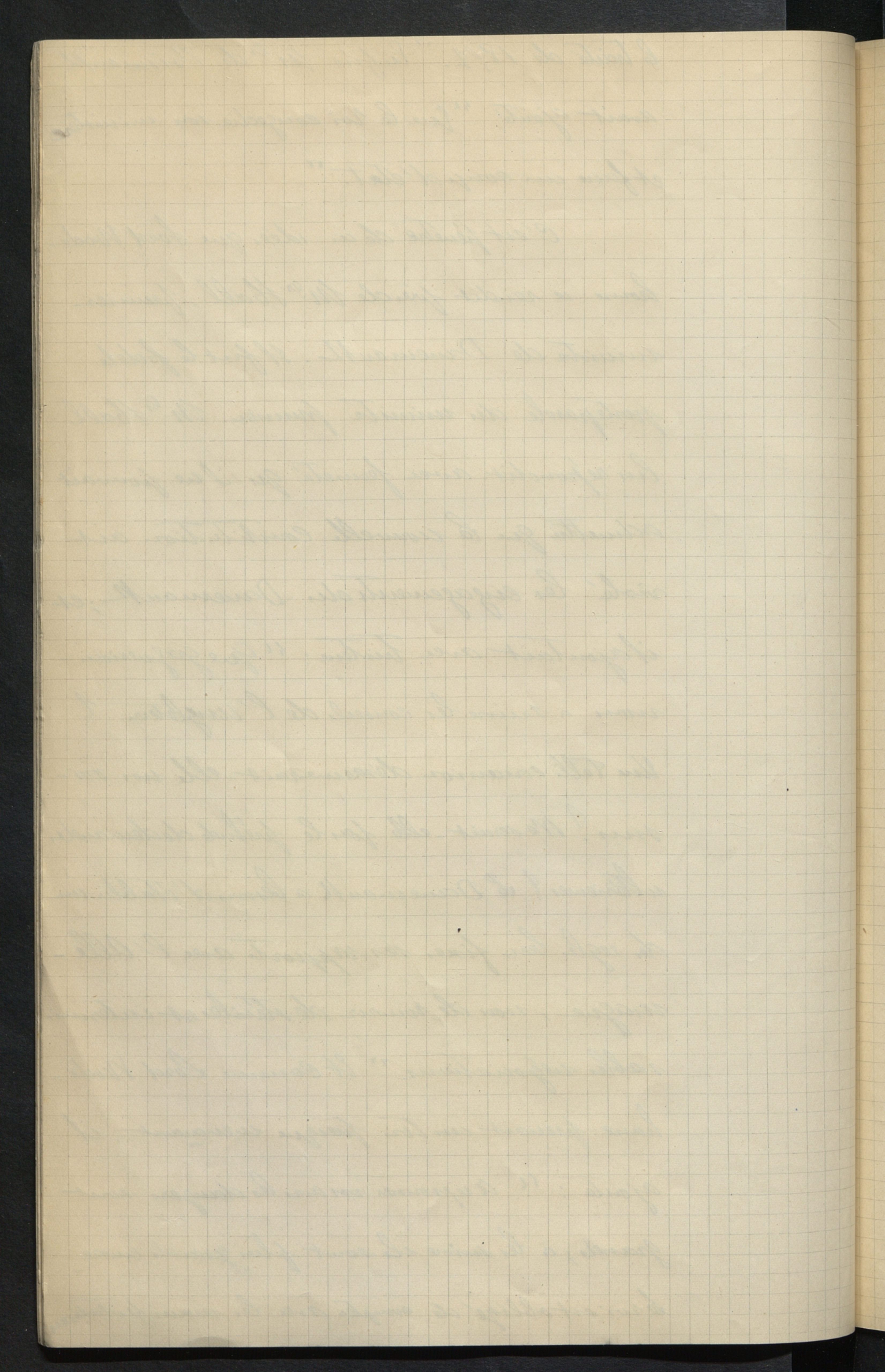
pour persuader à l'agneau de se laisser dévorer.

Le 12 Décembre avant de se rendre à Copenhague, Lord Wodehouse vint à Berlin voir Monsieur de Bismarck. Ce dernier sut faire la leçon à Lord Wodehouse. Le jeune diplomate avait quitté Londres plein de bonnes intentions, après avoir prononcé au Parlement un discours chaleureux en faveur de l'Etat Scandinave. Mais Monsieur de Bismarck s'y connaissait en la façon de retourner les gens, et quand il quitta Berlin Lord Wodehouse était persuadé de la nécessité pour le Danemark de mettre le Schleswig, le Holstein et le Lauenbourg sur un pied complet d'égalité et surtout de ne pas incorporer le Schleswig au reste de la monarchie danoise. Au sujet de la Constitution du 13 Novembre Monsieur de Bismarck lui avait dit: "Sur ce dernier point il n'y aura pas de compromis; il faut que la loi soit rapportée avant le 1er Janvier, sinon les puissances allemandes se considéreront comme déliées de tous leurs engagements envers le Danemark, y compris



le traité de 1852." Enfin Mr de Bismarck avait ajouté "que le roi congédie son ministère et fasse un coup d'état."

C'est pénétré de ces idées que Lord Wodehouse se rendit près de Mr Hall, premier ministre de Danemarck. Il fut le fidèle porteparole du ministre premier. Mr Hall lui répondit avec fermeté qu'il ne pouvait admettre que la nouvelle constitution ait violé les engagements du Danemarck; et il ajoutait avec tristesse: "Que gagnerions-nous à suivre les conseils de l'Angleterre? Une telle concession désarmerait-elle nos voisins? Ne serait-elle pas le prélude de demandes ultérieures? Le Danemarck a besoin d'établir une fois pour toutes ses rapports avec l'Allemagne, non de rouvrir de stériles et interminables négociations." Et comme Lord Wodehouse prenait un ton presque menaçant, il ajouta: "A repousser vos avis les dangers sont grands; à les suivre ils sont plus grands encore. Le roi est obligé de compter avec les manifestations

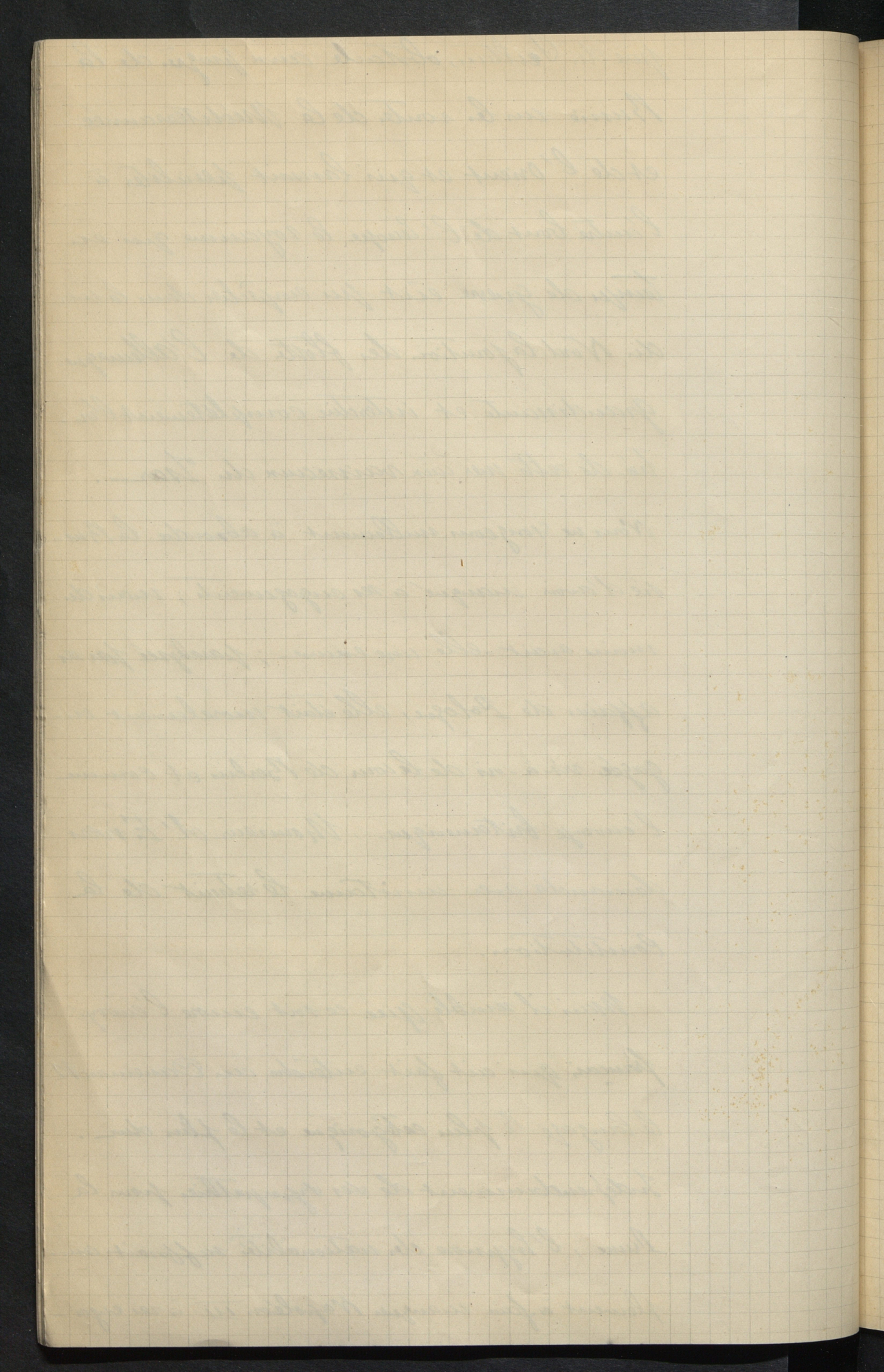


de l'esprit national et avec les susceptibilités de son peuple." Aucune objection ne put désarmer l'envoyé de la Grande-Bretagne; et nous nous figurons aisément quelle dût être la désillusion de l'infortuné Danemark. Le sentiment et la raison commandaient pourtant assez à l'Angleterre d'intervenir en sa faveur. Le prince de Galles venait d'épouser une des filles de Christian IX et en cette circonstance la libre Angleterre n'avait pas ménagé ses témoignages de sympathie à la princesse venue d'Outre-Mer du Nord, du pays des anciens conquérants. On peut objecter que le sentiment tient aujourd'hui peu de place dans la politique des empires. Encore que ce ne soit pas vrai, j'ajoute que la raison commandait assez à la Grande-Bretagne de ne pas laisser démembrer le Danemark, le Danemark gardien du Sund et des Belts, de Kiel et de l'Eider. Et combien inconséquente ne paraît pas aujourd'hui la politique de la Carthage moderne qui soutenait de toutes ses forces l'em-

pire du Sultan, obstacle aux progrès de la Russie sur les routes de la Méditerranée et de l'Orient et qui laissait péricliter à l'autre bout de l'Europe le royaume qui en temps de guerre eût pu empêcher dans la mer du Nord la jonction des flottes de l'Allemagne grandissante et interdire complètement l'entrée de cette mer aux vaisseaux du Tsar.

Nous ne songeons nullement à absoudre la Russie d'avoir manqué à ses engagements ; mais du moins avait-elle une excuse ; paralysée par ses affaires de Pologne, elle était moralement engagée vis-à-vis de la cour de Berlin et comme l'envoyé britannique, Monsieur d'Ewers demanda avec insistance le retrait de la Constitution.

Mais il semble que ce soit encore l'envoyé français qui ait fait entendre au Danemark le langage le plus catégorique et le plus dur. Indépendamment de ses sympathies pour la Prusse, l'hypnose des nationalités suffisait amplement à faire manquer Napoléon III à ses enga-



gement de 1852. Il ne faut rappeler aussi qu'il était toujours sous le coup du refus des Puissances d'assister à son fameux Congrès où il avait rêvé pourtant d'établir la concorde universelle. Ses indications au général Fleury étaient précises. Elles revêtaient une forme particulièrement sévère dans la bouche de cet officier qui semblait être doué d'une franchise toute militaire plutôt que des qualités de circonspection propres aux diplomates.

Un jour interrogé par Lord Wodehouse, l'envoyé français lui répondit : "Je suis chargé de prêcher ici la politique modérée, la politique de conciliation. Je dois surtout faire savoir d'une manière explicite au Gouvernement danois que s'il s'est engagé dans une guerre avec l'Allemagne, la France ne lui viendra pas en aide." Sur de nouveaux ordres venus de Paris, il se joignit aux envoyés russes et anglais pour demander le retrait de la Constitution.

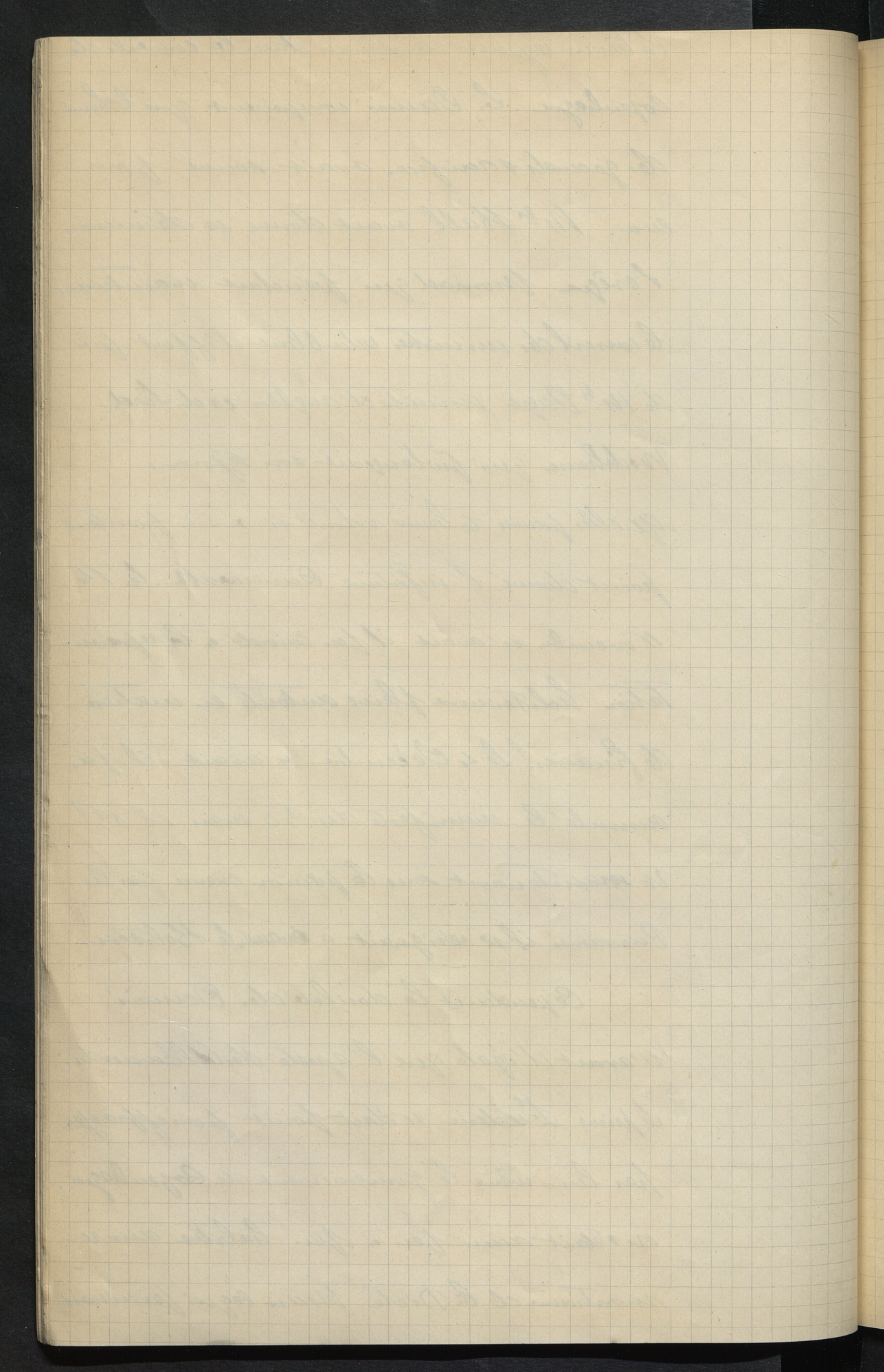
Puis afin que le Gouvernement danois fut bien rassuré sur ce que Lord Wodehouse appelait

avec bonheur devant Mr Hall l'accord des Puissances, le général Fleury vint à Berlin rendre compte de sa mission au chef du cabinet prussien. On y traita un peu toutes les questions. On s'entretint surtout de la future hégémonie de la Prusse. Mr de Bismarck ne dissimula point son intransigeance au sujet de la question polonaise. "Plutôt mourir, dit-il, que de laisser discuter nos possessions de Posen. J'aimerais mieux céder nos possessions du Rhin." Napoléon accueillait avec confiance et avec joie ces paroles et quant au Danemark il pensait résumer la situation et se rendre pleine justice en écrivant à son ambassadeur : "Nous avons fait pour le Danemark tout ce que nous pourrions faire."

Cependant Mr de Bismarck, encouragé par ces faiblesses ou ces erreurs, répéta son ultimatum. Cette fois il fut posé avec plus de netteté encore. Le Danemark devait abroger tout de suite sa constitution ou le 1er janvier on lui déclarerait la guerre.

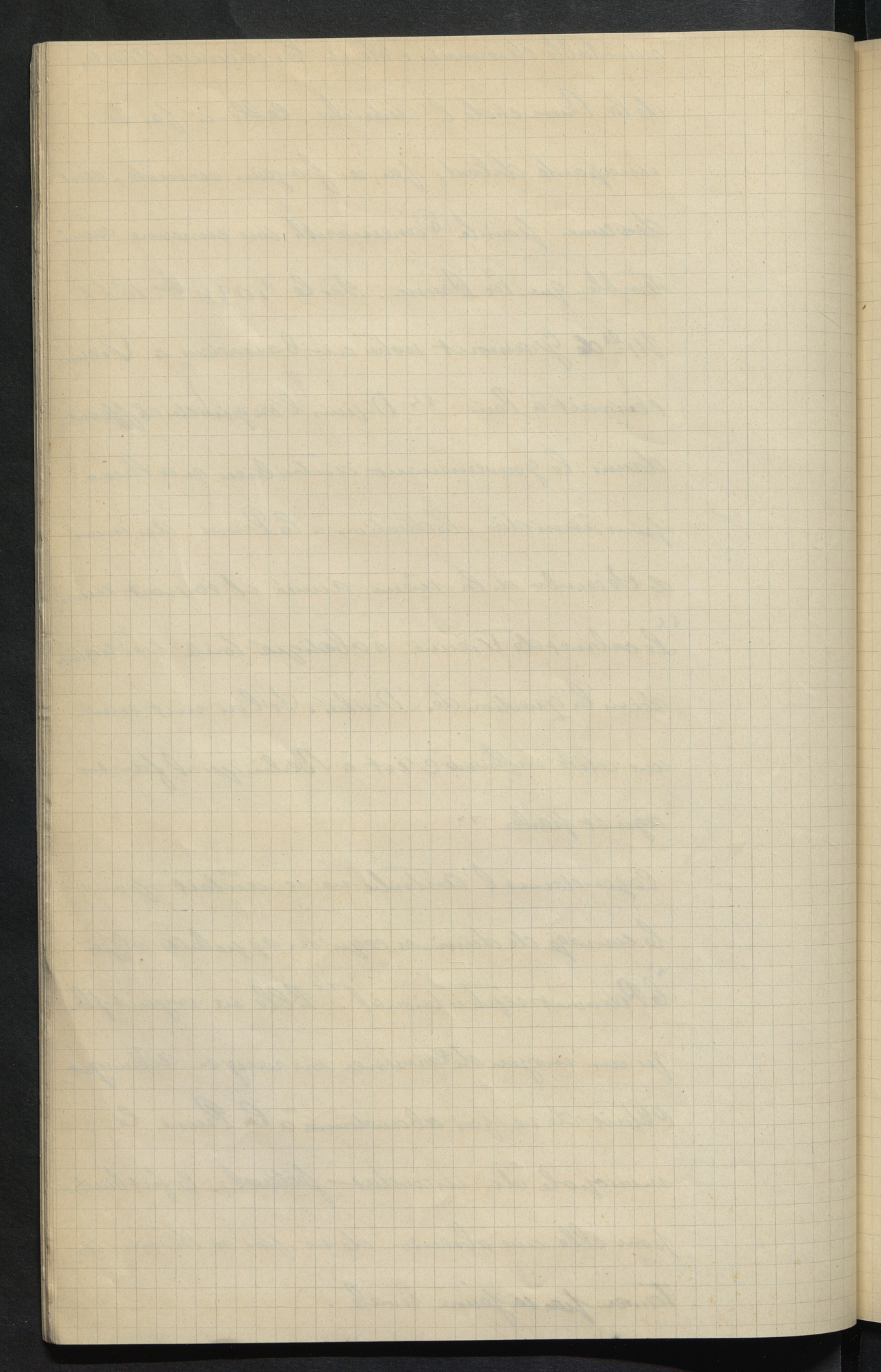
La terreur régnait désormais dans les conseils de Copenhague. Les Danois comprirent que l'heure des grands sacrifices avait sonné pour eux. Mr Hall avait donné sa démission. L'évêque Monrad qui présidait maintenant le conseil des ministres redoublait d'efforts près de Mr Paget ministre d'Angleterre et de Lord Wodehouse qui prolongeait son séjour. Quelles preuves de bonne volonté n'avait pourtant point donné l'infortuné Danemark. Le 14 Novembre n'avait-il pas accordé à la représentation holsteinoise pleine autorité en matière de finances! Le 4 Décembre n'avait-il pas annulé le manifeste du 30 mars 1863! Et maintenant sous la pression exercée par les Puissances il se résignait à ~~évacuer~~ le Holstein.

Cependant la docilité des Danois n'avait d'égale que l'âpreté des Allemands. Le prince Frédéric n'était point pour effrayer par lui-même le gouvernement de Copenhague. On s'était aussi peu à peu habitué aux remontrances de la Diète. Mais ce qui paraissait

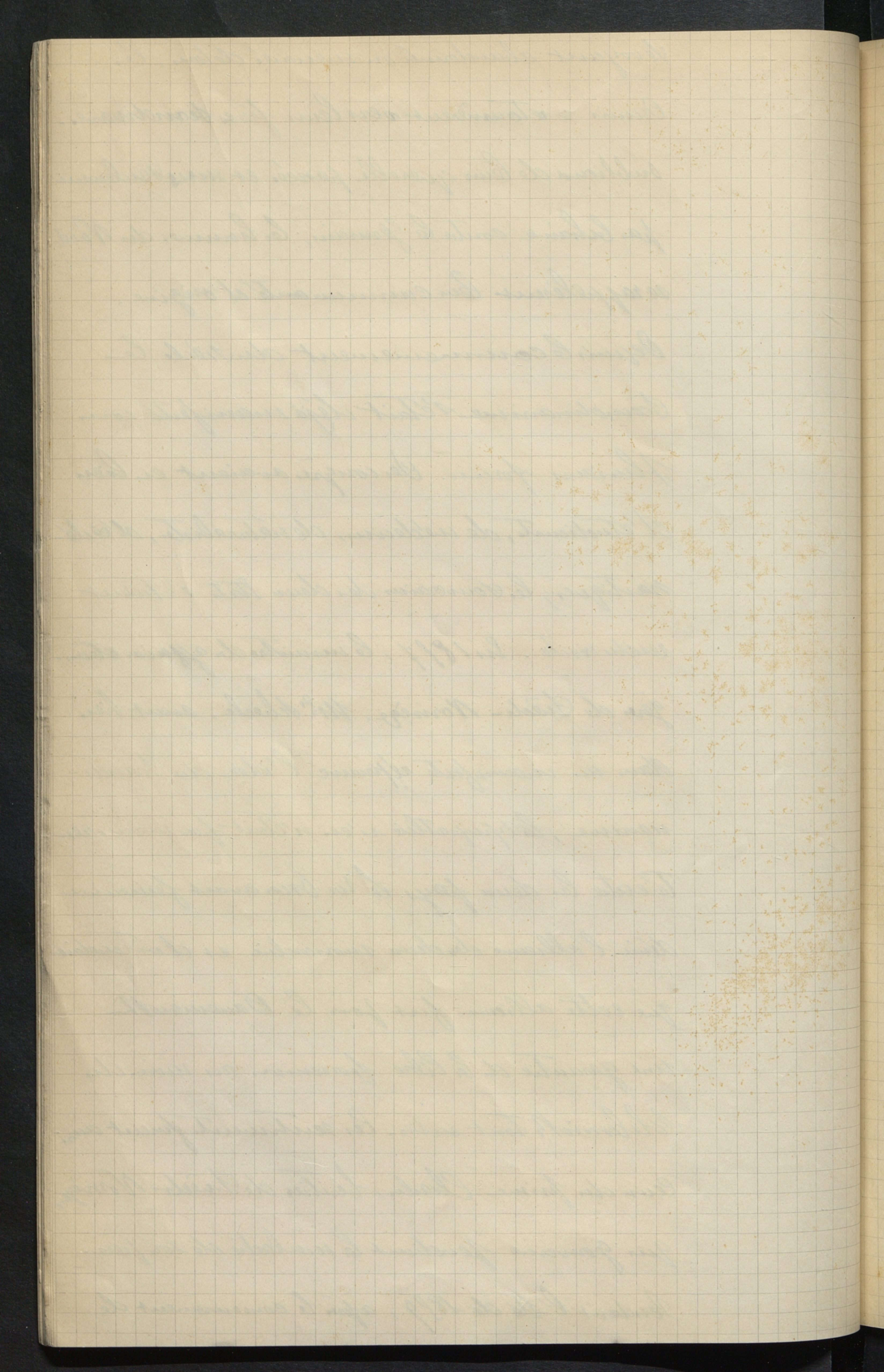


redoutable désormais c'était les menées directes de la Prusse et de l'Autriche. Celle-ci par son incapacité d'abord, par ses frayeurs ensuite, était devenue pour le Danemarck une ennemie aussi terrible que la Prusse. Dès le 30 IX^bre 1861 Mr de Gramont notre ambassadeur à Vienne écrivait à Paris : " Depuis l'origine du différend danois, le gouvernement autrichien en a laissé pour ainsi dire, la direction à la Prusse. Au mois de Décembre de la même année il écrivait encore : " Le cabinet de Vienne a abdiqué toute initiative dans la question des Duchés. Si l'on veut exercer une utile influence c'est à Berlin qu'il faut agir et parler. "

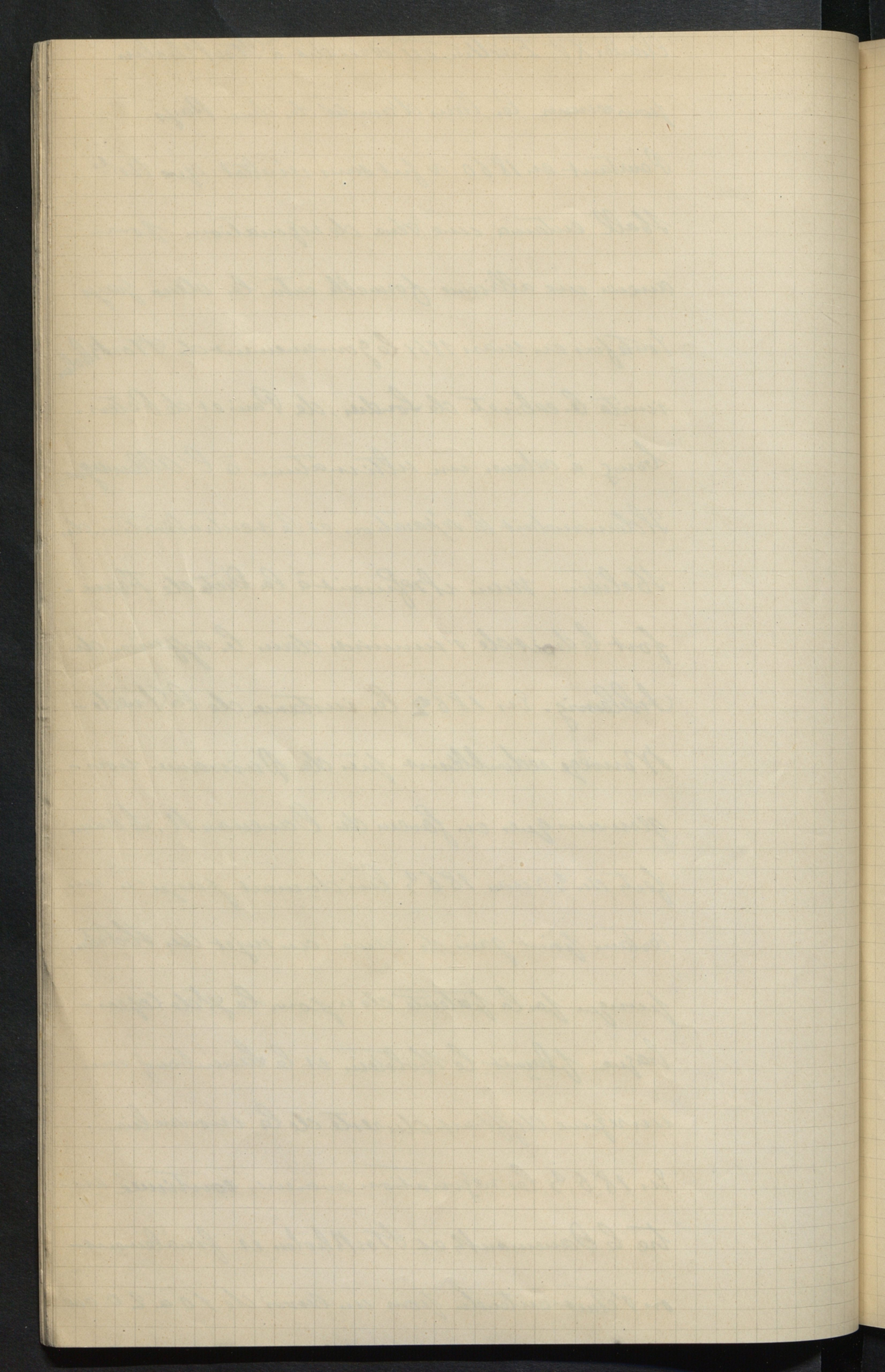
Cependant l'Autriche ne se sentait point le courage de dominer ce qu'on appelait déjà " le Piémont septentrional ". Elle ne voyait plus qu'un moyen de conserver son rang en Allemagne, c'était de ne pas abandonner à la Prusse le monopole du mandat fédéral. Ce fut bientôt pour elle une obsession de ne pas se laisser distancer par sa jeune rivale.



Se voyant abandonnés ou menacés de tous, les Danois se retournèrent vers leurs frères scandinaves. Oublieux de leurs querelles passées et unis seulement par la haine contre le Germain, les hommes du Nord se rappelèrent leur communauté d'origine. Depuis le commencement du siècle le Scandinavisme s'était déjà manifesté sous plusieurs formes. Des congrès avaient eu lieu d'étudiants, de médecins, de naturalistes, d'ecclésiastiques; les souverains des deux États s'étaient rendu visite. En 1857, le ministre des affaires étrangères de Suède-Norvège, Mr Scheele, avait bien dans un manifeste réprouvé l'idée du Scandinavisme, la sympathie n'en n'était pas moins restée entre les deux pays. Le roi Oscar avait fermement désiré l'alliance des deux monarchies et il entendait que cette alliance fut pour le Danemark une garantie de la libre possession au moins du Schleswick tout entier. Ces sentiments furent aussi ceux du prince Charles, héritier de Suède-Norvège, qui gouverna pendant la maladie de son père. Pendant l'été de 1859, après le couronnement de



Charles XV, Frédéric VII se rendit à Stockholm pour resserrer les liens d'amitié des deux Pays.
Pourtant en 1860 ce fut sans résultat que M.r Hall entama une série de négociations pour amener une alliance formelle entre les deux pays.
Toutefois en mars 1861 le gouvernement de Stockholm invita les cabinets de Londres, de Paris et de Petersbourg à adresser un ultimatum à l'Allemagne. Il demandait la séparation et la neutralisation du Holstein. Mais il refusait à la Diète de Francfort le droit de s'immiscer dans les affaires du Schleswig. En 1862 les instances de la Suède-Norvège redoublèrent près des Puissances non-germaniques en faveur du Danemark. Le manifeste du 30 mars 1863 lui donnait jusqu'à un certain point gain de cause au sujet du Holstein puisque par la patente de ce jour le G.t de Copenhague plaçait le Holstein et le Lauenbourg sous un régime différent du reste de la monarchie.
En 1863 les négociations avaient continué entre le Danemark et Stockholm et finalement on s'était entendu pour un envoi de 10 à 20.000



Suédois en Danemark au cas où les Allemands passeraient l'Eider.

En mourant, Frédéric VII emporta dans la tombe cette nouvelle espérance de salut. En effet quand il apprit la mort du roi le cabinet de Stockholm refusa de signer le traité. Le ministre des affaires étrangères lui-même, Comte Manderstroem, refusait de poursuivre l'alliance. Charles XV sacrifia le Danemark et garda son ministère.

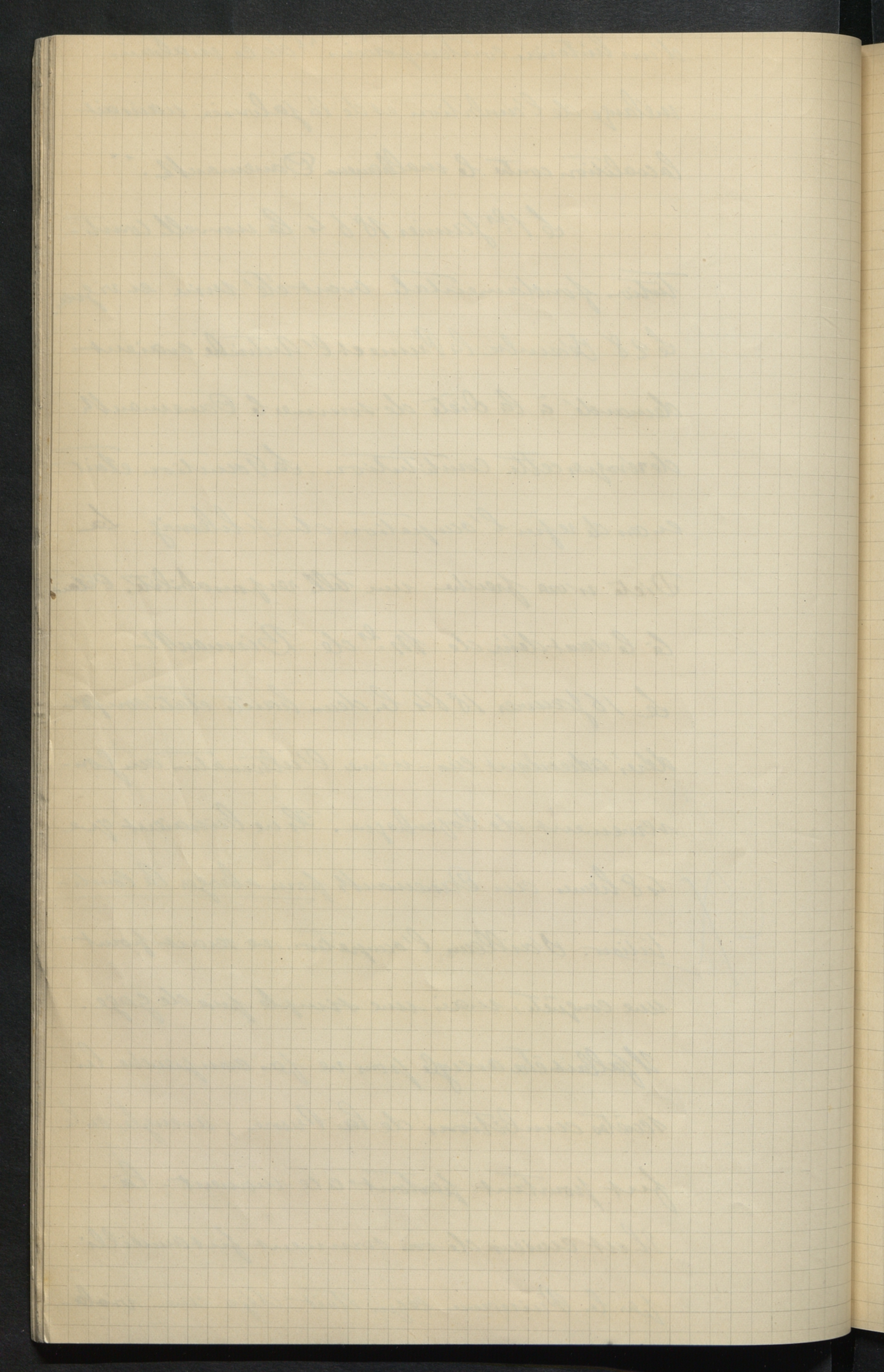
Mais si le gouvernement de Stockholm abandonnait le Danemark, la nation suédoise lui restait fidèle et quand les casques à pointe parurent sur les bords de l'Eider, ils ne se heurtèrent pas seulement aux Danois intrépides, mais encore aux descendants des vieilles bandes de Gustave-Adolphe et de Charles XII.

Ces événements n'allaient pas tarder. La Prusse et l'Autriche étaient sinon de bon gré du moins par la force des choses pleinement d'accord en ce moment, l'une poussée par l'ambition, l'autre par la jalousie et selon la remarque

d'un historien contemporain "de ce malsain mélange de l'ambition et de la jalousie naissait la coalition contre le malheureux Danemark."

Le 1er Janvier 1864 la nouvelle constitution fondamentale avait été mise en vigueur. Le 28 Décembre la Prusse et l'Autriche avaient demandé à la Diète de sommer le Danemark de révoquer cette constitution. La sanction était en cas de refus l'occupation du Schleswig. La Diète n'osa prendre une telle responsabilité. C'était là le secret désir de Mr de Bismarck.

Le 16 Janvier 1864 les deux hauts états confédérés adressèrent eux-mêmes l'ultimatum au gouvernement de Copenhague. Ils ne laissaient que 48 heures au Danemark pour abroger la constitution. D'ailleurs l'occupation ne serait point une conquête, mais une simple prise de gage. Il fallait être aveugle pour ne pas comprendre les secrètes ambitions de la Prusse ; aveugle, on le fut pourtant partout à ce moment-là. Il est curieux de voir comment fut accueilli par les Puissances ce qui était déjà une viola-

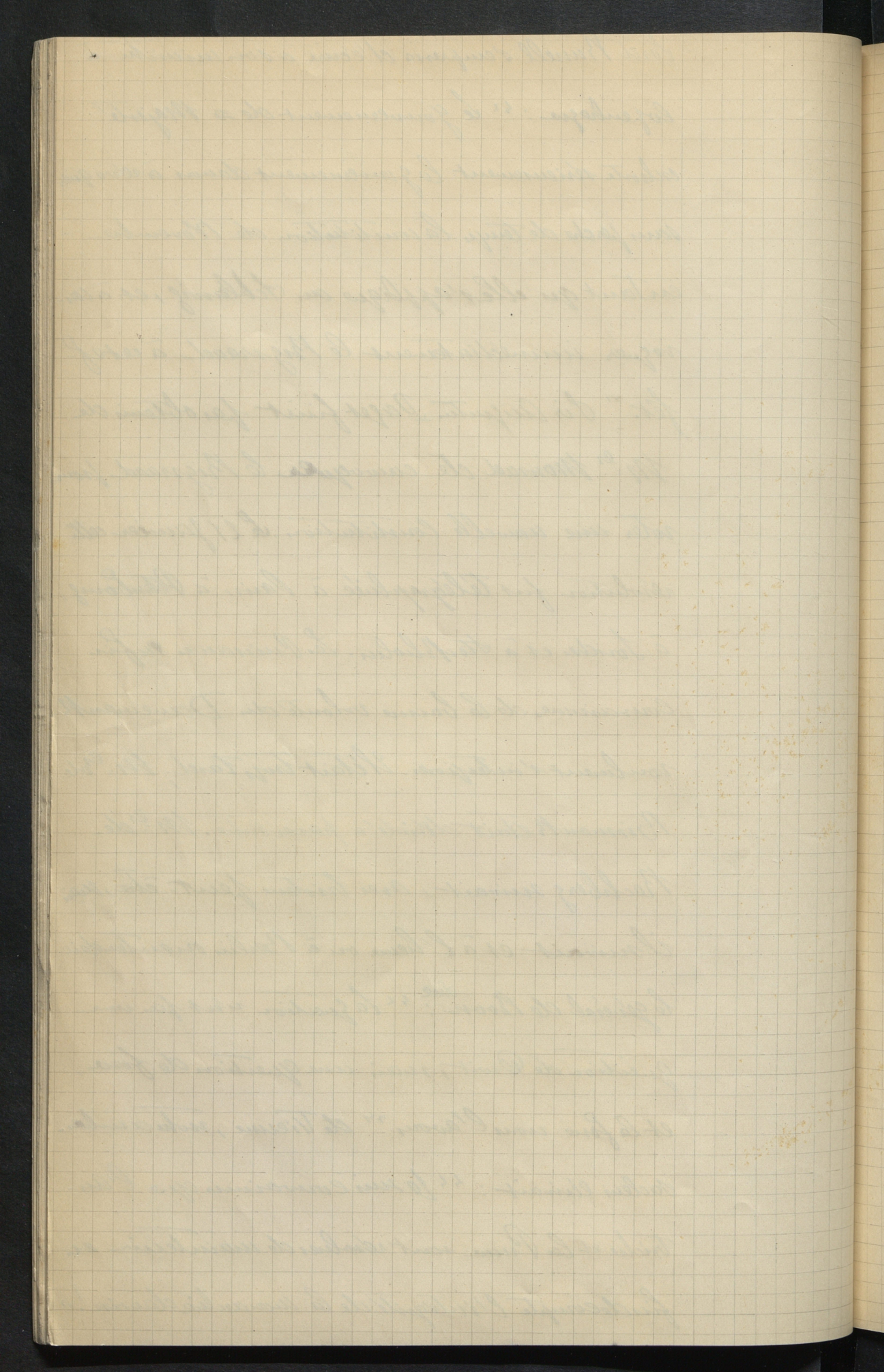


tion manifeste du traité du 8 mai 1852. Les dépêches se succédaient toujours entre les différents gouvernements. À Paris Lord Cowley insistait auprès de Monsieur Drouyn de Lhuys pour obtenir un arrangement efficace. Mais il semblait impossible aux deux gouvernements de s'entendre. Napoléon n'avait point pardonné aux Puissances leur refus d'assister à son Congrès. L'Angleterre elle-même ne put jamais se départir d'une certaine méfiance vis-à-vis de notre pays. Elle voyait toujours la France à la faveur d'une grande guerre s'étendre sur le Rhin.

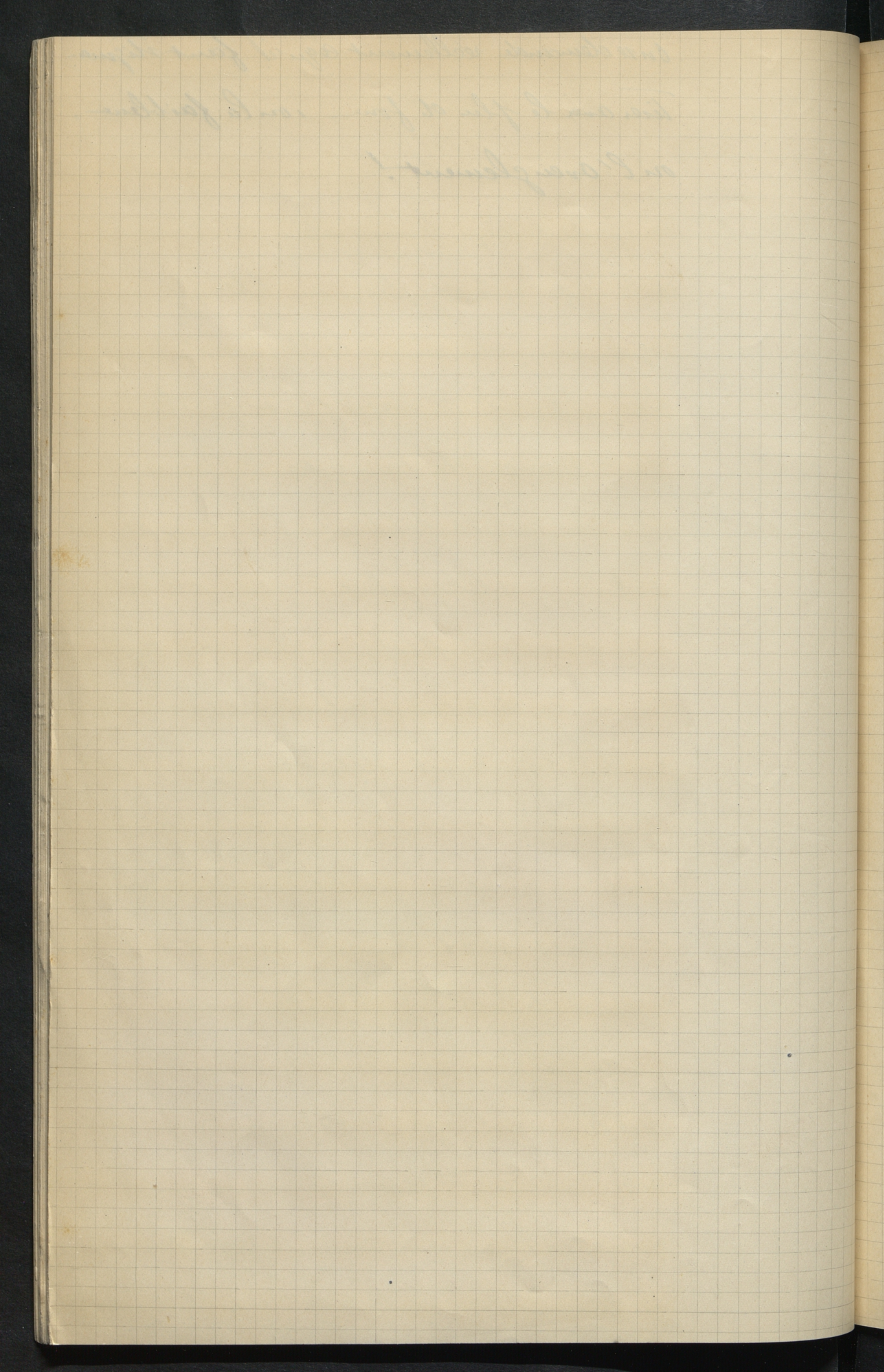
Comme il arrive trop souvent ici-bas ce fut sur la victime qu'on fit retomber tous ces ennuis et toutes ces préoccupations. On lui reprocha d'être faible et d'être malheureuse.

Quand l'ultimatum Austro-prussien fut connu à Copenhague, on était en droit d'y attendre aussi des encouragements de la part des Puissances non germaniques. Ce fut tout le contraire qui advint.

Lord Russell s'empressa d'écrire à son ministre à Copenhague : "Le Gouvernement de sa Majesté exhorte sérieusement le Gouvernement danois à révoquer sans perdre de temps la constitution de Novembre en tant qu'elle s'applique au Schleswig, et à convoquer immédiatement le Rigsraad à cet effet." Sir Augustus Paget finit par obtenir de Mr Monrad de convoquer le Rigsraad pour voter une nouvelle Constitution. Le 21 janvier cette résolution fut télégraphiée à Paris, à Petersbourg, à Londres et à Stockholm. Les Puissances enfin convaincues de la bonne volonté du Danemark voulurent s'interposer. Il était trop tard ; Mr de Bismarck était décidé à passer outre. Mr de Rechberg suivait, avec tristesse peut-être, mais il suivait et à l'heure où à Berlin on entendait le général de Roon dire : "la question n'est pas une question de Droit, mais une question de force, et la force nous l'avons" de Vienne, notre ambassadeur écrivait : "Je suis convaincu que l'Autriche et la Prusse sont résolues de maintenir en fin de compte l'intégrité de la monarchie danoise !"



On se demande réellement ce qu'il faut stigmatiser avec le plus de force, ou la faiblesse, ou l'aveuglement !



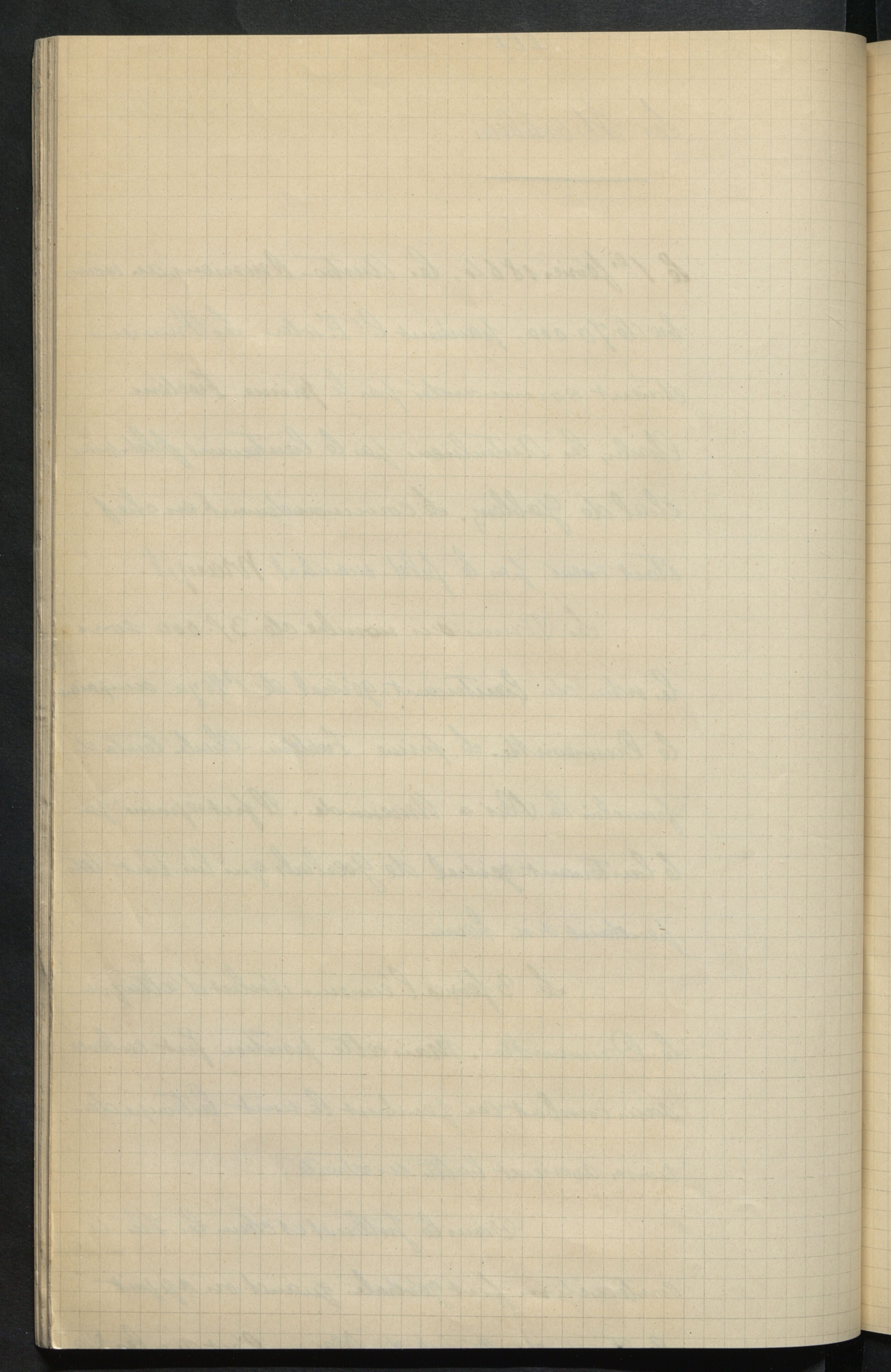
Les Hostilités.

Le 1er février 1864, les Austro-Prussiens, au nombre de 70.000, passèrent l'Eider. Les Prussiens étaient commandés par le prince Frédéric-Charles, les Autrichiens par le lieutenant feld-maréchal de Gablenz. Le commandement en chef était exercé par le feld-maréchal Wrangel.

Les Danois au nombre de 35.000 sous les ordres du lieutenant-général de Meza occupaient le Dannevirke. Le prince Frédéric-Charles tenta de franchir la Slei à Missunde. Il fut repoussé par le lieutenant-général de Goerlach qui lui tint tête pendant six heures.

Le 3 février l'ennemi résolut d'attaquer le Dannevirke. Mais cette position fut enlevée sans combat car pendant la nuit les troupes danoises avaient battu en retraite.

Dans le Jutland et dans les Iles la consternation fut générale quand on apprit la retraite du général de Meza. C'est que les Da-



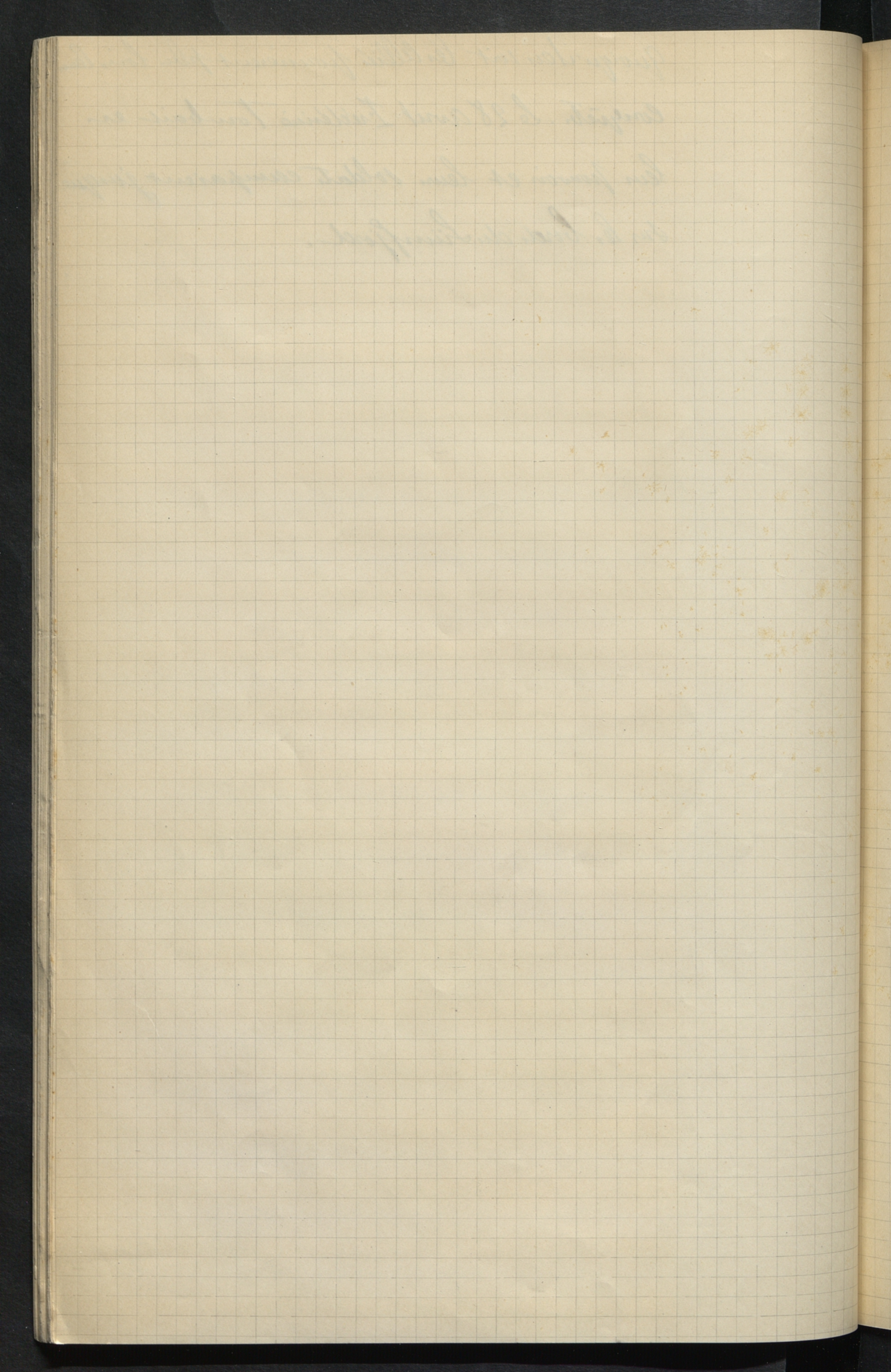
nois avaient une confiance invincible dans le Dannewirke, l'antique rempart élevé par Thyra Danneboel, la femme de Gorm l'Ancien, rempart qui depuis le Xème siècle les avait protégés si souvent contre les invasions des Germains et des Wendes.

De Meza fut destitué et remplacé par le lieutenant général Lüttichau; celui-ci même peu de temps après par le général de Goerlach.

L'armée danoise se repliait sur Düppel. Elle était suivie de près par les Alliés qui s'efforçaient déjà de germaniser le pays qu'ils traversaient. Les fonctionnaires étaient remplacés; l'allemand rétabli dans les écoles.

Le 18 avril, après une lutte acharnée, Düppel tomba aux mains des Prussiens. Le 18 toujours les alliés franchirent la Kongeå, limite entre le Nord-Jutland et le Sud-Jutland. Les Chancelleries étaient stupéfaites. Les allemands répondirent qu'occupant le Schleswig à titre de gage, ils avaient cru nécessaire en occupant le Jutland de prendre "le gage du gage". L'Autriche intimidée et honteuse invoquait des raisons stratégiques.

Quoiqu'il en soit les Alliés poussèrent plus loin leurs conquêtes. Le 28 avril Frédéricia tombait en leur pouvoir et leurs soldats campaient jusque sur les bords du Liimfjord.



IV

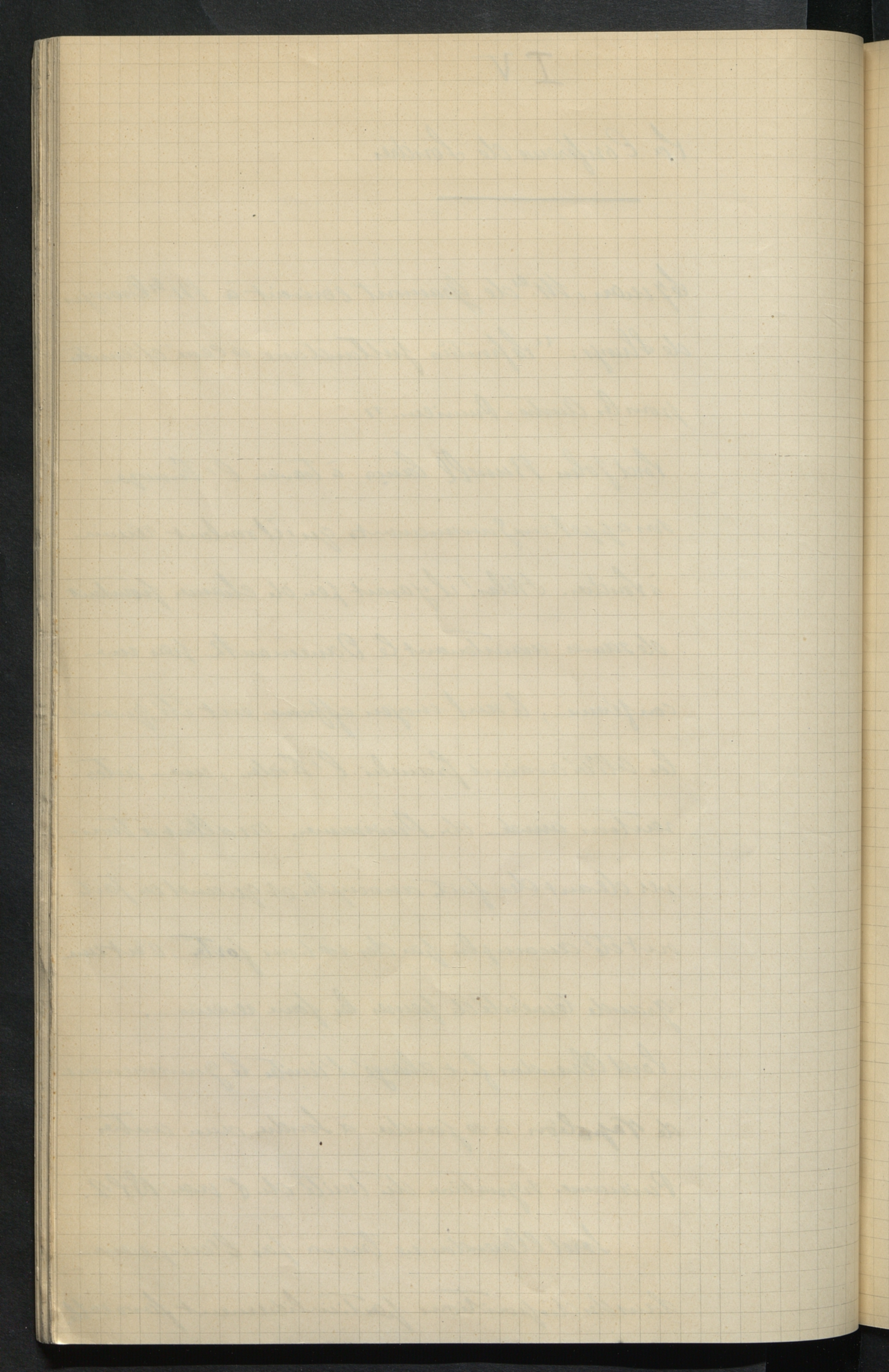
La Conférence de Londres

Le 7 mars, M. de Gramont écrivait à M. Drouyn de Lhuys : "La frontière jutlandaise a cessé d'exister pour les Austro-Prussiens."

Lord John Russell lança à travers l'Europe son appel aux gouvernements qu'il voulait réunir à Londres. Hélas ! il y avait peu de chances pourtant de sauver maintenant le Danemark par une conférence ; le seul moyen efficace eut été, quand les Alliés avaient franchi l'Eider, une intervention armée des Puissances. On allait se trouver devant des faits accomplis et quand ces faits ont été accomplis par des nations fortes, c'est une grande témérité de penser les faire revenir.

Lord Clarendon fut chargé d'inviter le gouvernement de Napoléon à se joindre à Londres aux autres Puissances signataires du Traité du 8 mai 1852.

Lord Clarendon ne trouva pas l'empereur dans des dispositions particulièrement favorables



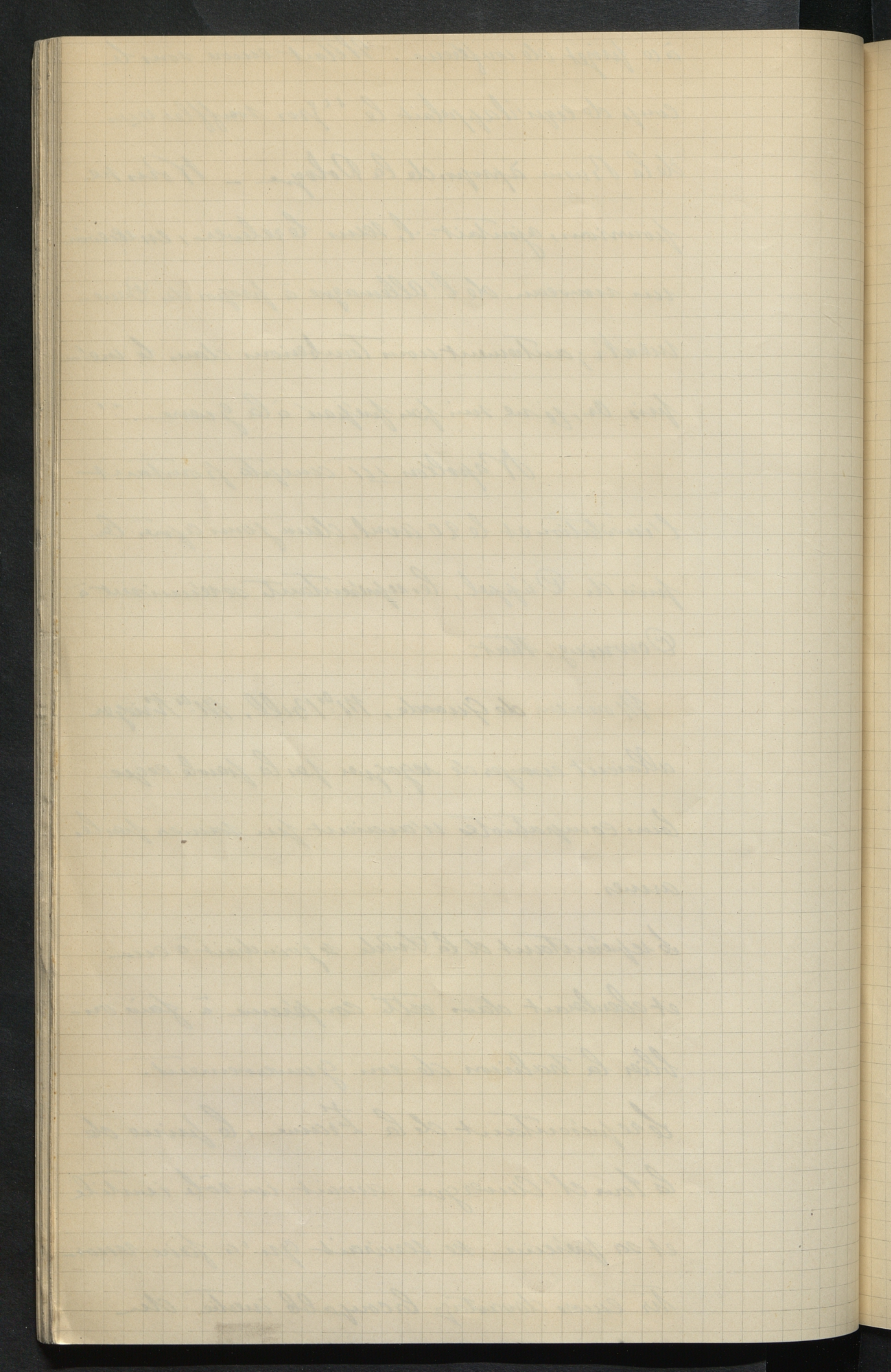
à ce projet de conférence. Il était encore sous le coup de ce qu'il appelait le "gros soufflet reçu de la Russie à propos de la Pologne — Nous ne pourrions, ajoutait-il, sans le relever, en recevoir un nouveau de l'Allemagne à propos du Danemark; autrement nous tomberions dans le mépris. Or, je ne suis pas préparé à la guerre."

Napoléon III accepta pourtant l'invitation et le 20 avril, deux jours après la prise de Düppel, les représentants se réunirent à Downing-street.

Messieurs de Quaade, Mr Bill, Mr Krieger allaient essayer de regagner par la parole ce que leurs compatriotes n'avaient pu sauver par les armes.

Le représentant de la Suède se joindrait à eux et chercherait dans cette conférence à faire oublier la trahison de son gouvernement.

Le représentant de la France, le prince de la Tour d'Auvergne aurait un rôle inutile et sa présence ne servirait qu'à faire ressortir encore davantage la coupable inertie du



gouvernement impérial.

Le représentant de la Russie était M. de Brunnow, alors moins ardent pour la cause du Danemark qu'à la conférence de 1852 où il fut un des promoteurs du traité du 8 mai. La Grande-Bretagne était représentée par lord Russell et lord Clarendon, ce dernier au dire de Beust, le vrai président de la Conférence.

Le Comte de Beust était lui-même envoyé par la Confédération germanique. Au dernier moment, soit par calcul, soit réellement par impossibilité, l'envoyé de la Diète de Francfort fit défaut. Nous inclinons à croire que les Allemands ne trouvaient pas encore le Danemark assez étranglé pour discuter sur ses conditions de vie.

Beust absent, le Cte de Bernstorff représentant de la Prusse et le Cte Apponyi plénipotentiaire d'Autriche refusèrent de siéger.

Il fallut s'ajourner au 25 avril.

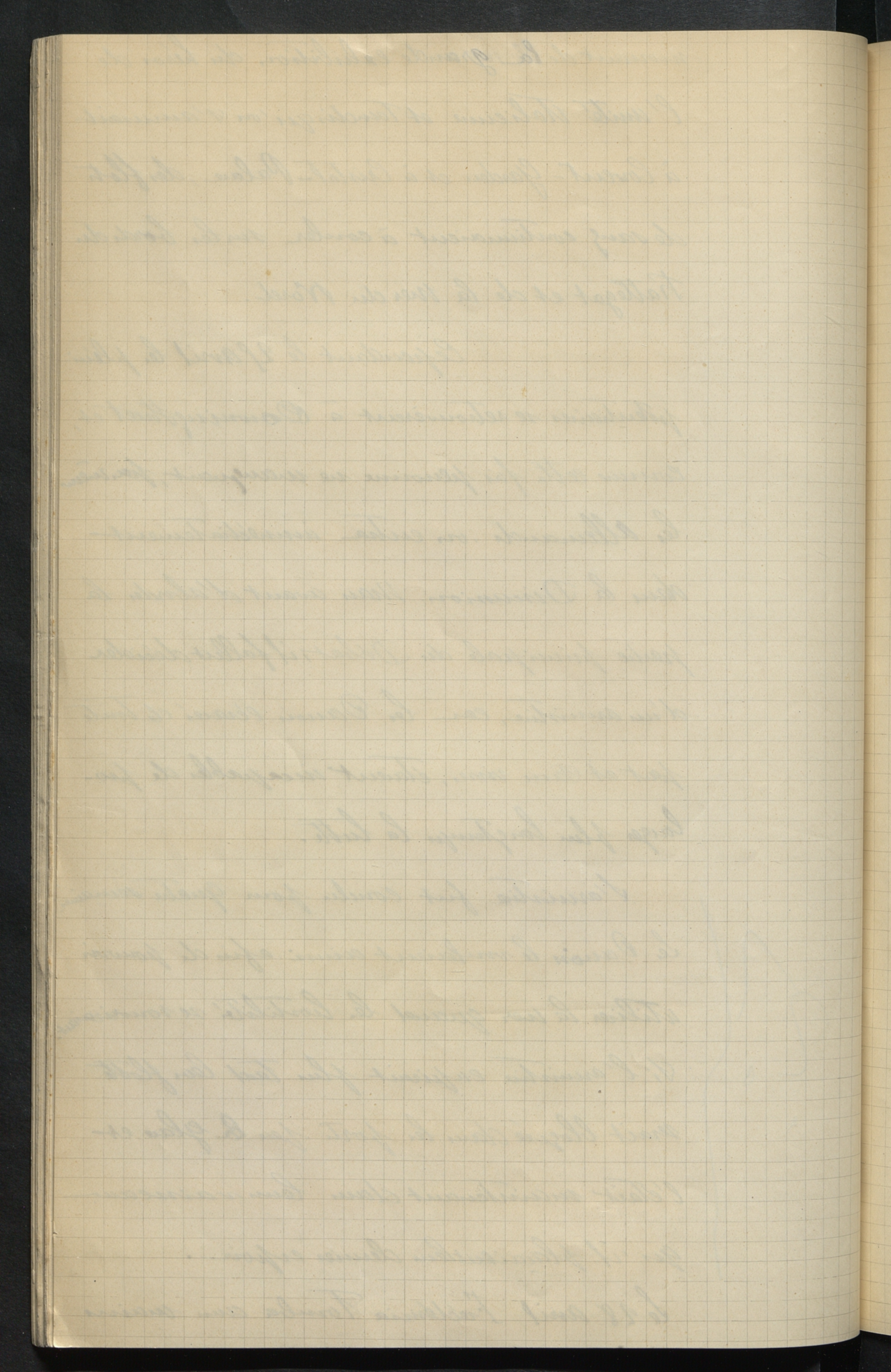
En attendant cette date les plénipotentiaires ne manquèrent point de distractions. C'était le

moment de la grande exhibition du héros de l'unité italienne et tandis qu'on s'amusait à Covent-Garden et à Cristal-Palace, des flots de sang continuaient à couler sur les bords du Kattegat et de la Mer du Nord.

Cependant le 25 avril les plénipotentiaires se retrouvèrent à Downing Street et, comme cette fois personne ne manquait, pas même les Allemands, on entra immédiatement dans la Discussion. Mais avant d'aborder la partie principale du Débat, il fallut décider d'un armistice, car les Danois écrasés de toute part et sans vivres, étaient incapables de prolonger plus longtemps la lutte.

L'armistice fut conclu pour quatre semaines. Les Danois le voulaient ainsi afin de pouvoir utiliser la mer quand les hostilités se rouvriraient. Si l'armistice expirait plus tard leur flotte serait bloquée dans les ports par la glace et c'était maintenant dans leurs vaisseaux qu'ils plaçaient leur dernier espoir.

Le 28 avril Frédéricia tomba aux mains



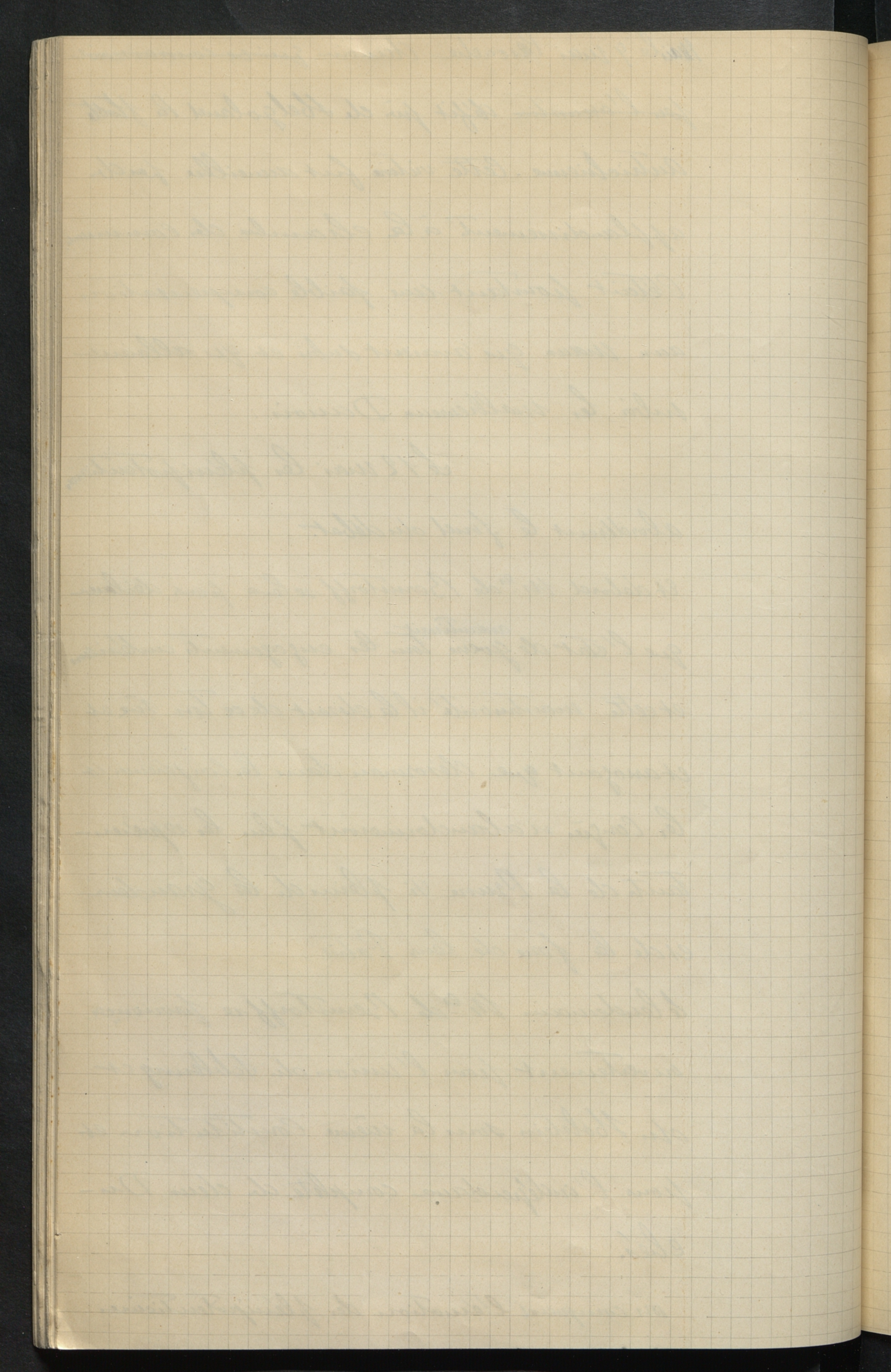
Mais le 9 mai l'escadre danoise ~~qui se connaissait pour l'occasion~~ défit près de Helgoland la flotte Autrichienne. Cette victoire fut accueillie par des applaudissements à la chambre des communes. C'était pourtant une faible compensation aux maux qu'avaient subi et qu'allaient subir les malheureux Danois.

Le 12 mai les plénipotentiaires abordèrent le fond du débat.

Et d'abord M. de Bernstorff se leva pour déclarer que l'état de guerre anéantissait tous les engagements antérieurs et cette monstruosité il la disait de ce ton sec et arrogant que désormais dans les conférences et les congrès n'abandonneront plus les représentants de la Prusse si pleins de la grandeur et de la force de leur Patrie.

Le lendemain M. de Bernstorff se prononça ouvertement pour l'union du Schleswig et du Holstein sous la même Constitution et pour l'indépendance complète des deux Duchés.

On comprend l'émotion des plénipotentiaires



danois devant un langage aussi catégorique et un parti pris aussi évident de violer la justice et de méconnaître le Droit.

"En quoi consistera, s'empressa de dire Mr de Grand, l'union entre les deux Duchés ? Par quels liens seront-ils rattachés à la couronne danoise ?" — M. de Bernstorff répondit sans se déconcerter : "Il s'agit d'abord de savoir quel est le souverain légitime dans les principautés du Schleswig et du Holstein."

Le 28 mai le Cte Apponyi se chargea de dire quel était le souverain légitime. Pour l'Autriche qui avait une frayeur de voir la Prusse s'annexer les Duchés, ce souverain était toujours le fameux Frédéric VIII qu'il s'agissait maintenant de faire reconnaître.

Quant à la Prusse elle songeait qu'elle avait encore besoin de son alliée et la laissait dire, se réservant de la traiter en temps opportun elle et son prétendant avec la même désinvolture et le même souci du Droit qu'elle traitait maintenant l'État Scandinave conquis.

De son côté le plénipotentiaire fédéral déclarait dans un langage aussi net que celui de M. de Bernstorff que jamais la Confédération ne souffrirait la rétrocession des Duchés au Danemark. Et devant un tel langage Lord Clarendon était si peu scandalisé qu'il trouvait moyen de répondre : "Au moins c'est clair et c'est un acte de bonne foi."

"Cette assemblée, a écrit plus tard le C.te de Beust, n'avait qu'à transformer en résolution le rapport Pfordten qui lui était soumis et qui concluait à la reconnaissance du duc Frédéric. Il importait peu une fois le principe solennellement admis quelle serait la situation du duc Frédéric vis-à-vis de la Prusse; mais il n'y aurait eu ni condominium, ni Traité de Gastein, ni guerre de 1866."

Le C.te de Beust oublie qu'il y avait un autre moyen de conjurer les événements : c'était de respecter et de faire respecter le Droit, c'était de ne pas dépouiller le légitime possesseur des Duchés, S. M. le Roi Christian IX, c'était de ne pas

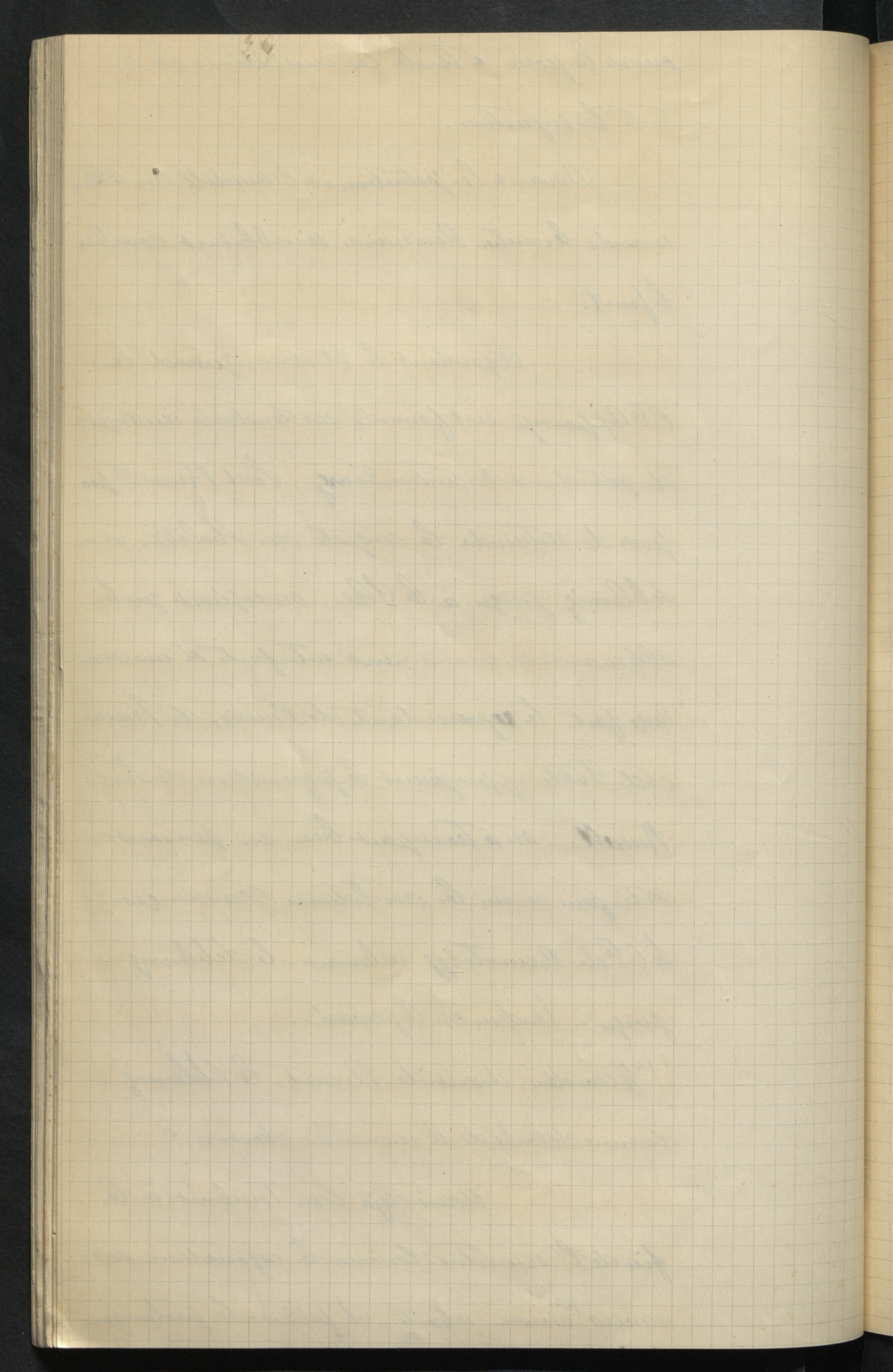
ouvrir la porte à toutes les ambitions et à toutes les injustices.

Devant les prétentions et l'avidité des Allemands les autres Puissances semblaient courber le front.

Cependant le 28 mai, quand le Cte Apponyi eut formulé ses desiderata au sujet du prétendant Augustenbourg, Lord Russell proposa de restreindre la conquête au Holstein et au Schleswig jusqu'à la Slei. On espérait que les Allemands se montreraient satisfaits d'une aussi large part. Les représentants de Russie, de France et de Suède appuyèrent la proposition de Lord Russell. On se trompait bien en pensant satisfaire ainsi les ambitions germaniques. Le Cte de Bernstorff réclamait le Schleswig jusqu'à Tondern et Apenrad.

"Je considère, disait de Beust, le Schleswig, comme détaché de la monarchie danoise."

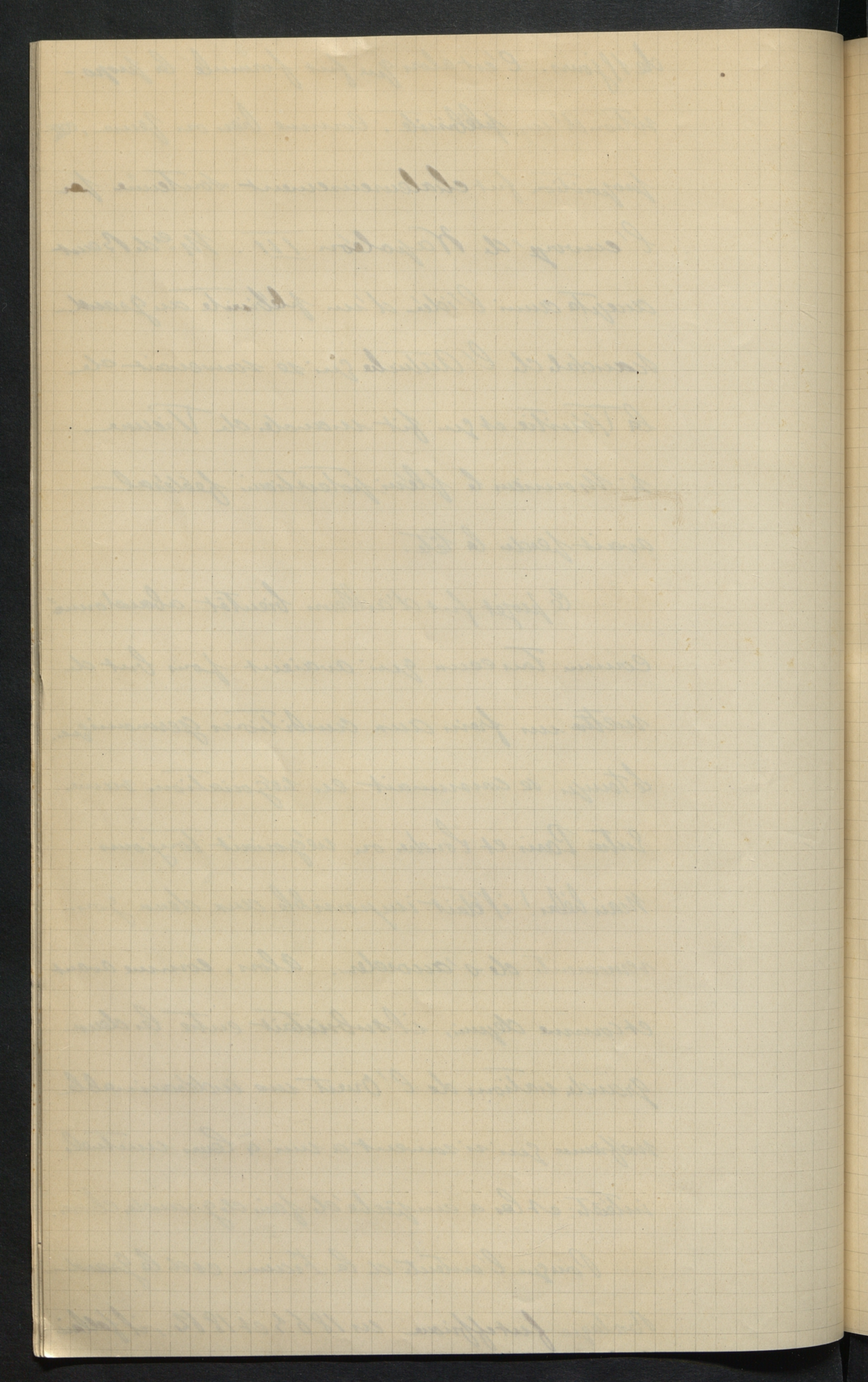
Mais déjà l'on touchait à la fin de l'armistice. Comme les négociations n'avaient pas encore abouti, il fallut le prolonger



de 15 jours. C'est alors que fut formulé la proposition d'un plébiscite. Comme bien on pense, cette proposition fut chaleureusement soutenue par l'envoyé de Napoléon III. M. de Beust accepta aussi l'idée d'un plébiscite au grand scandale de l'Autriche qui se souvenait de la Vénitie et qui fit mander de Vienne si Monsieur le plénipotentiaire fédéral avait perdu la tête.

Ce projet fut d'ailleurs bientôt abandonné comme tous ceux qui avaient pour but de mettre un frein aux ambitions germaniques. Le temps se consumait en négociations vaines. Entre Paris et Londres on négociait toujours. Mais hélas! il était impossible aux deux gouvernements de s'accorder. Alors, comme avant et comme depuis, il subsistait entre les deux grandes nations de l'Ouest une indéracinable méfiance qui si souvent a nui à leurs mutuels intérêts et les a empêché de faire de grandes choses.

Pour que l'entente de la France et de la Grande-Bretagne fut efficace en 1863 et 1864, il fallait



que ces deux pays fussent prêts au besoin à entreprendre la guerre contre ceux qui voulaient démembrer le Danemark.

Mais la Grande-Bretagne craignait toujours que la France ne profitât d'un conflit général pour s'étendre sur le Rhin et peut-être même pour s'annexer la Belgique et cela elle était décidée à ne le souffrir jamais.

D'autre part Napoléon III redoutait que la Grande-Bretagne, après avoir promis de le ~~suivre~~ jusqu'au bout, le laissât s'engager dans une guerre générale et qu'il eut à soutenir tout le poids de la lutte. En effet, qu'est-ce que la Grande-Bretagne avait à craindre de la marine de la Prusse et de l'Autriche ! Et puis, à Paris on se souvenait encore des affaires Polonaises. On se souvenait de la façon dont avait été accueillie à Londres la proposition du fameux Congrès.

Ainsi la France et l'Angleterre erraient, sans pouvoir jamais s'entendre complètement.

Elles ne purent jamais opposer

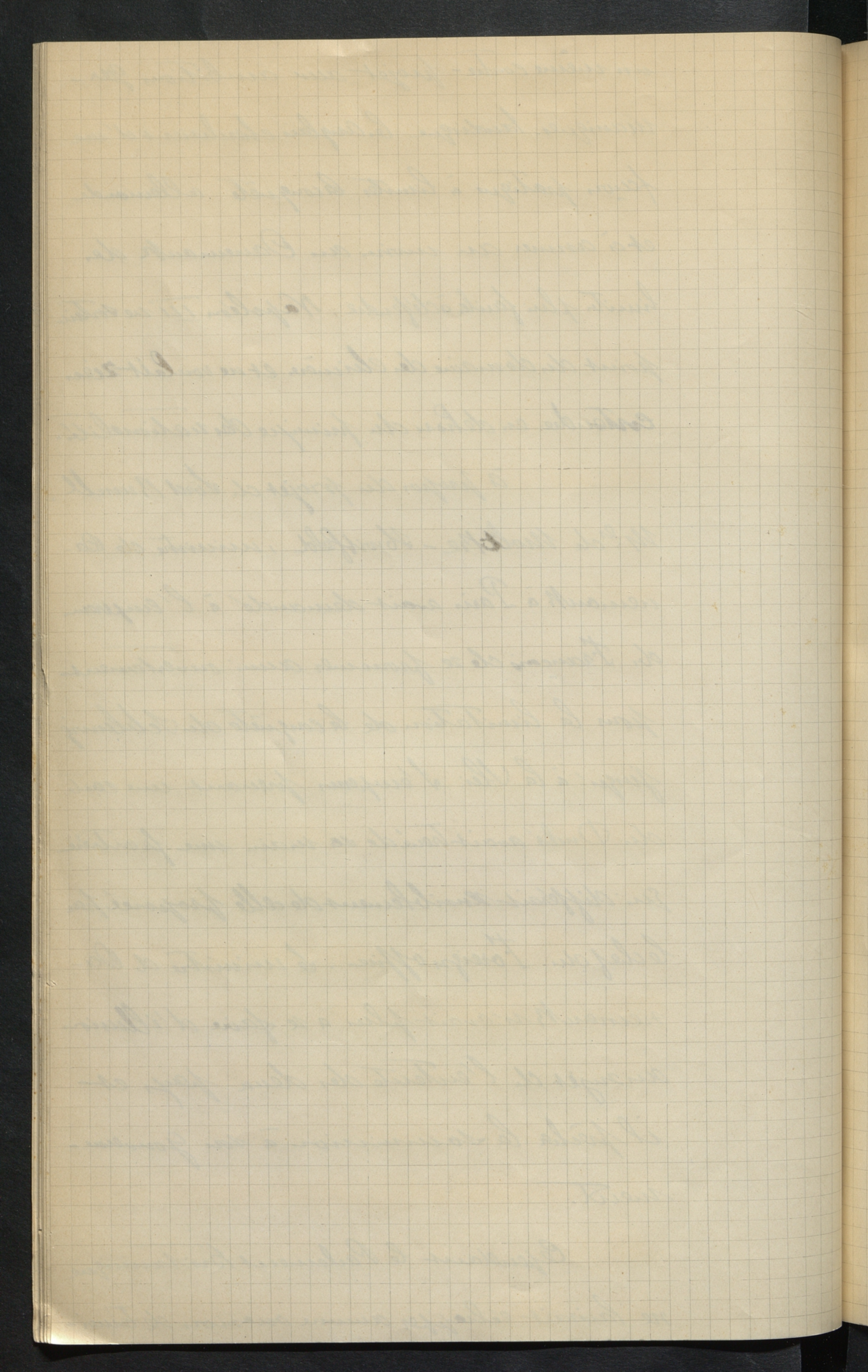
quer sa sympathie à la nation danoise. On finit même par perdre patience et le 2 mai pour calmer les esprits Lord Paget dut déclarer que la flotte avait pris ses approvisionnements de guerre et était mouillée aux Dunes. La veille, Lord Palmerston, le chef du cabinet avait dit au Cte Apponyi : "Ce n'est pas comme ministre anglais, mais à titre privé que je veux vous parler. Ce que je vais vous dire n'est pas une menace, mais un amical avertissement. Sur terre, nous ne pourrions lutter, mais sur mer, nous sommes forts."

Il n'est pas moins vrai que le Danemark allait supporter seul encore le poids de la guerre. Le 25 juin la conférence prit fin ; les plénipotentiaires se séparaient aussi avancés que quand ils étaient venus. Rien n'avait été décidé. Aucun projet n'avait été admis. Cela avait été seulement pour l'Allemagne une occasion de faire éclater à un plus grand jour ses ambitions insatiables et pour la Prusse, si traditionnaliste et si réactionnaire en tout ce qui concernait sa

un même contre-projet aux ambitions germaniques. Tandis que les Anglais cherchaient d'une façon pratique à limiter la conquête allemande et à assurer au moins au Danemark des limites plus faciles à défendre, Napoléon III ne sortait point du domaine des chimères et ne voulait ~~rien~~ entendre en dehors du principe des nationalités.

À propos du projet de Lord Russell, M. de Moltke-Hvitfeldt, ministre de Danemark à Paris avait demandé à l'empereur des Français de se prononcer aussi ouvertement pour la limitation de la conquête du Schleswig jusqu'à la Slei. L'empereur prenant une carte du Duché avait tracé de sa main une frontière qui différait sensiblement de celle proposée par le chef du Foreign Office. Le ministre de Danemark n'avait plus à se faire d'illusion au sujet de l'entente des deux pays et il prêcha la soumission à son Gouvernement.

Cependant le Parlement britannique ne laissait échapper aucune occasion de témoi-



propre monarchie, de définir la méthode révolutionnaire suivant laquelle elle accroîtrait sa puissance et s'emparerait de l'hégémonie de l'Allemagne.

V.

La Paix

Le 26 juin l'armistice expirait. Les alliés poussèrent les opérations avec activité. Le 28 et le 29 les Prussiens occupèrent l'île d'Alsen. Le 13 juillet leur drapeau flottait à Skagen. Le 19 juillet les îles de la mer du Nord étaient prises.

Le 11 juillet Mr Bluhme avait succédé à Mr Monrad à la tête des affaires. Il avait formé un cabinet avec les anciens partisans de l'état complexe : Hansen, Tillisch, Charles Moltke.

Le 18 juillet une suspension d'armes fut conclue et le roi "désespérant de sa fortune et de l'Europe sollicita la paix de ses ennemis."

Les préliminaires de Paix furent signés à Vienne le 1er août 1864 et ratifiés dans la même ville par le traité du 30 octobre.

Christian IX cédait à l'Autriche et à la Prusse indivisement le Lauenbourg, le Holstein et le Schleswig. La nouvelle frontière du Jutland et du Schleswig partait du Petit-Belt, à égale

distance de Hadersleben et de Kolding, elle gagnait le thalweg de la Konge-Aa et débouchait sur la mer du Nord au sud-ouest de Ribe. Les îles nord-frisonnes étaient attribuées au Schleswig, l'île d'Aeroe restait au Danemark.

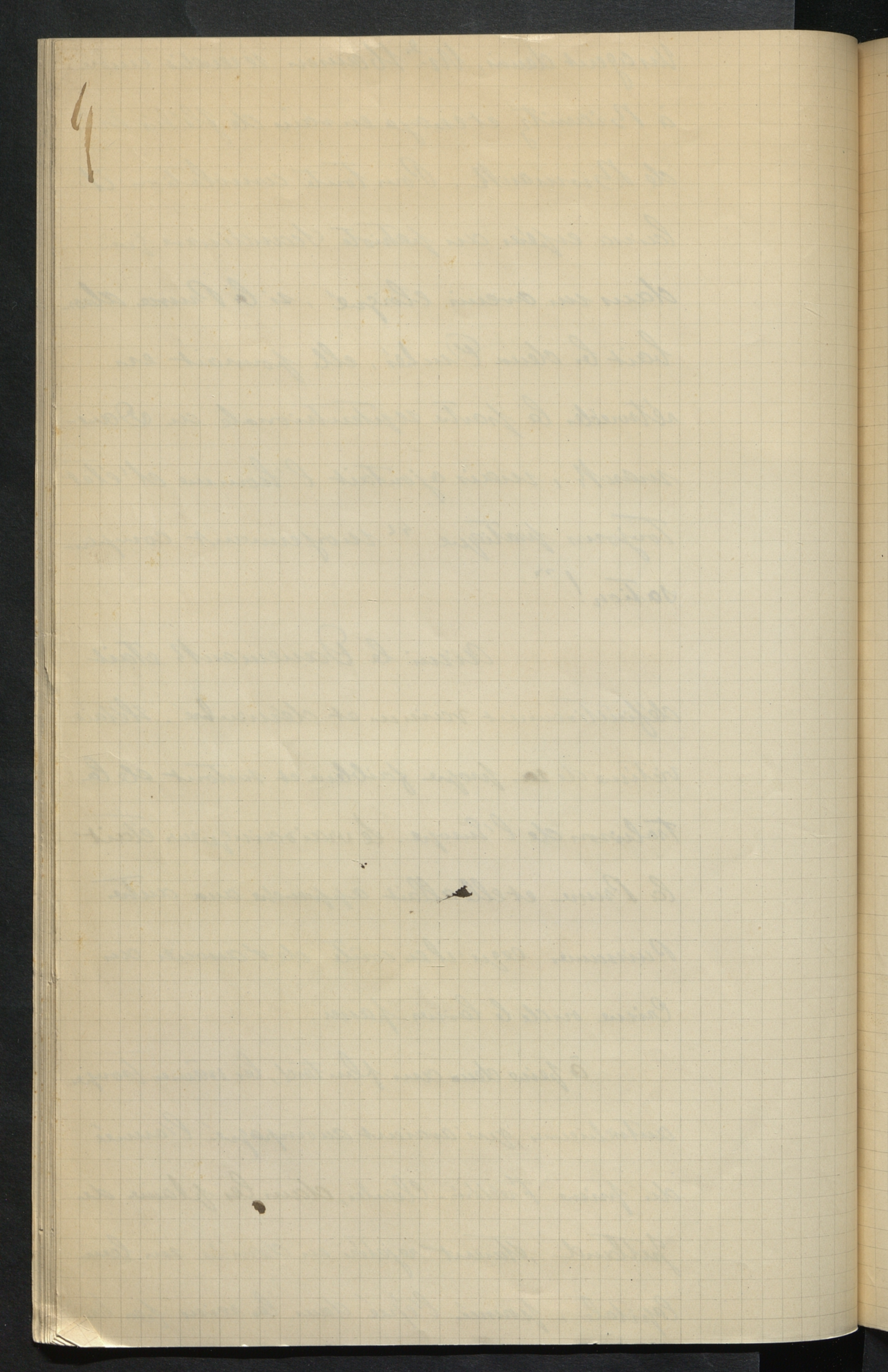
Christian IX inaugurait son règne en perdant les trois duchés de l'Elbe dont deux le Schleswig et le Holstein appartenaient à la maison d'Oldenbourg depuis plus de quatre siècles. Le Lauenbourg n'avait été réuni au Danemark qu'en 1815 et encore à titre d'indemnité. La monarchie danoise était amputée de plus de 18.000 kilomètres carrés et de plus d'un million d'hommes.

Ce sacrifice n'eut pourtant point lieu sans un dernier effort de la part des Danois. Une députation de Schleswigois du Nord, un médecin, un fondeur de fer, un brasseur et deux propriétaires tentèrent une dernière entreprise près de Monsieur Drouyn de Lhuys. Notre ambassadeur se contenta de les assurer de ses sympathies profondes.

un agent danois, M. Hansen se rendit encore à Biarritz et essaya en vain de fléchir M. de Bismarck. Pour toute consolation il laissa espérer au patriote Scandinave que dans un avenir éloigné, si la Prusse absorbait les deux Duchés, elle pourrait en rétrocéder la partie septentrionale au Danemark, mais ajoutait l'homme d'état toujours pratique "moyennant compensation!"

Ainsi le Danemark était définitivement vaincu et démembré. Il était victime de sa propre faiblesse et surtout de la trahison de l'Europe. Le vrai vainqueur était la Prusse et elle allait apprendre aux autres Puissances ce qu'il en coûte de s'associer au crime ou de le laisser passer.

À peine deux ans plus tard, les mêmes troupes autrichiennes, qui avaient accompagné l'armée du prince Frédéric-Charles, dans les plaines du Jutland, étaient rejetées en déroute sur leur capitale, poussées l'épée dans les reins par leur



anciens alliés, et l'Autriche définitivement refoulée de l'Allemagne allait pour toujours renoncer à l'antique politique de la maison de Habsbourg, hypnotisée par le conflit de ses nations révoltées.

La Russie a vu se cr ses frontières de l'Ouest se former un peuple énorme, qui moins grand qu'elle, a plus de cohésion, et dont les lourds bataillons sont une menace perpétuelle encore qu'en Orient, le domaine traditionnel de ses ambitions, elle rencontre aujourd'hui une barrière plus infranchissable que les autres dans l'amitié du Sultan et de l'Empereur d'Allemagne.

L'Angleterre que la justice immanente semblait avoir négligé doit ces dernières années regretter fermement de n'avoir pas arrêté à ses premiers pas la Prusse envahissante qui est devenue la première rivale de la Souveraine des mers et qui menace de la battre sur tous les marchés du monde.

Quant à la France, pendant tout le cours de cette histoire, les duchés de Schleswig et de Holstein ont évoqué assez souvent en nous l'image d'une Alsace conquise et d'une Lorraine mutilée.

